

ide

هكزا فون الاصل

Le gouvernement britannique propose une large consultation avant de construire un nouveau barrage

NOUVELLES OPÉRATIONS RHODÉSIENNES
L'INTÉRIEUR DU MOZAMBIQUE

Le raid de dimanche aurait fait une vingtaine de morts
LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Belgique, 1 sch.; Hollande, 1,50 F; Espagne, 30 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; France, 20 F; Iran, 45 rls; Italie, 350 L; Japon, 175 y.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 2,25 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Venezuela, 10 s. dls.
Tarif des abonnements page 7
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CÉDEX 65
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 10 88072
Tél. 1 246-72-23

LETTRE DE L'ÉTRANGER

Mme Carter « ambassadeur » en Amérique latine

Mme Rosalynn Carter, épouse du président des États-Unis, a quitté lundi, à New York, une tournée de deux semaines dans sept pays des Amériques latines.

La première dame américaine a déclaré que sa mission avait des limites bien précises : il ne s'agit pas, pour elle, de « négocier », mais qu'elle soit accompagnée de M. Terence Todman, chargé des relations internationales au département d'État, et d'un interprète, ancien secrétaire d'État. Son but est d'établir des relations personnelles étroites avec les sept chefs d'État de la région, de leur expliquer les buts et les priorités de la politique du président envers le sous-continent, et de leur faire comprendre une personnalité, celle de son mari, qui s'efforce de déconstruire des dix ans plus habitués à voir les leaders américains manier les « bons mots » que la Bible.

Une telle tournée n'est pas sans insidie. Les chefs d'État latino-américains seront-ils désemparés par la « bonne volonté » que manifeste l'envoyé suprême d'un des plus puissants pays du monde ? Ou jugeront-ils, plutôt, que la Maison Blanche est bien décidée de se représenter par un ambassadeur non dénué de charisme, qui ne peut espérer d'aucun des pays de la région ?

Mme Carter visitera quatre pays à régime de représentation parlementaire (le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou), et trois pays à régime présidentiel (l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay). Ce voyage fait la part égale aux démocraties et aux régimes autoritaires. Il est évident que Mme Carter souhaite s'inspirer dans ses visites du tiers-monde en général et de l'Amérique latine en particulier. Il révèle aussi les contradictions de la politique de M. Carter. Le Brésil est la capitale où les États de Washington en faveur des droits de l'homme et contre la prolifération nucléaire ont été les plus mal reçus. Mais le Brésil est aussi le plus grand producteur d'Amérique latine, le pays du continent où les investissements des États-Unis sont les plus importants. Cette contradiction méritait des accommodements.

Mme Carter, en revanche, évite le Chili, qui, pourtant, s'est tourné vers Washington, serait-elle fait, ces derniers temps, quelques gestes de bonne volonté en ce qui concerne les droits de l'homme. Les États-Unis semblent même s'efforcer de pression à l'encontre du général Pinochet. Ces derniers jours, M. Eduardo Frei, ancien président démocrate chrétien, a été élu président de la République. Mme Carter a été reçue, respectivement, par le vice-président américain, par M. Terence Todman, par un collaborateur de M. Carter à la Maison Blanche. Elle a également eu un entretien avec le haut fonctionnaire américain. Mme Carter a été choisie par Washington comme une sorte de bonne ambassadrice en raison de la valeur symbolique qu'il revêt. Il est probable, en revanche, que la « militance » de M. Carter en faveur des droits de l'homme continue de s'exercer de façon assez voyante que durant les premières semaines de son mandat. Les dernières déclarations officielles du président démontrent qu'il a été sensible aux réactions négatives de plusieurs de ses partenaires du sud du continent. Convaincu pourtant que sa politique gagnera plus d'adhésion aux États-Unis qu'elle ne vaudra d'ennemi, M. Carter ne vaudra d'ennemi pas de droits à sa « croisière ». Mais il se gardera bien de chanter victoire, et victoire il doit y avoir.

D'importants désaccords subsistent au dialogue Nord-Sud entre pays riches et pauvres

M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a ouvert, le lundi de Pentecôte, au Centre des conférences internationales de l'avenue Kleber, l'ultime conférence ministérielle Nord-Sud à laquelle vont participer pendant trois jours vingt-sept ministres (des affaires étrangères pour la plupart) représentant sept pays industrialisés et la Communauté européenne et dix-neuf pays en voie de développement. Plus de mille délégués et quelque six cents journalistes sont réunis à l'occasion de cette conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.). A la suite de l'allocution de bienvenue du président de la conférence, ont pris la parole les deux coprésidents permanents de la C.C.E.I., MM. Guy Sorman pour les Dix-Neuf et MacEchen pour les Trente-Trois. M. Waldeheim s'est prononcé pour la mise en place d'une institution « qui puisse contribuer à la création d'un ordre énergétique mondial et qui soit pour cela dotée de certaines fonctions essentielles ». Lundi après-midi, l'intervention la plus attendue était celle de M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain. Les débats de la conférence Nord-Sud promettent d'être difficiles. Les divergences entre les pays riches et les pays pauvres restent nombreuses et importantes. A Alger, on estime même que la conférence va vers un échec. Mais tel n'est pas l'avis de tous les pays en développement, comme en témoignent l'optimisme prudent de la presse iranienne et l'appel au compromis du marshall Tito.

Les dix-neuf pays en voie de développement du dialogue Nord-Sud, qui ont tenu une réunion samedi dernier, semblent incertains sur l'attitude qu'ils doivent observer à l'égard des conclusions des quatre commissions de la Conférence sur un nouvel ordre économique international (C.O.E.I.). Les vingt-sept hauts fonctionnaires désignés par chacun des pays membres ont, certes, amélioré ces conclusions au cours de leur session des 26 et 27 mai, et réduit le nombre des désaccords. Mais ces derniers portent sur des questions fondamentales, et les pays en développement attachent la plus grande importance à ces questions.

Les deux coprésidents de la C.C.E.I., MM. Guy Sorman pour les « dix-neuf » et MacEchen pour les « trente-trois » (et non l'inverse comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde daté des 26-27 mai) se sont réunis dimanche à établir la liste de ces points en litige.

Les points en litige
Ce sont, dans leurs grandes lignes, les suivants :

ENERGIE. — Au sein de la commission compétente, l'accord s'est fait sur une série de principes de base, mais les besoins énergétiques du monde et sur les mesures de conservation et de diversification nécessaires pour éviter une pénurie. On a convenu aussi un mécanisme de financement pour l'exploitation des ressources énergétiques des pays les plus pauvres. Celui-ci pourrait être assuré par la Banque mondiale, dont le capital et les ressources ont été augmentés de 2 à 4 milliards de dollars.

Ce financement, toutefois, paraît insuffisant aux pays en développement. Cinq d'entre eux, non producteurs de pétrole (Braz, Cameroun, Inde, Jamaïque et Zaire), ont déposé, il y a deux semaines, un texte au sujet de la création, déjà décidée au sein du F.M.I. d'une nouvelle facilité de crédit. Ils souhaitent que sa durée soit de cinq ans et qu'elle soit destinée à financer des projets d'investissement dans le secteur pétrolier. Ces pays proposent également que les États industrialisés et pétroliers investissent au moins 345 millions de dollars par an pendant trois ans dans la recherche pétrolière à l'intérieur des pays en développement, grâce à une institution internationale appropriée.

De leur côté, l'Iran, l'Égypte, l'Irak et le Venezuela ont déposé un document visant à préserver

Le référendum sur l'indépendance du Québec aurait lieu en 1979

Le parti québécois a tenu, pendant le week-end, un séminaire à l'Assemblée nationale, son premier congrès depuis qu'il assure le pouvoir. L'ordre du jour, était essentiellement consacré à la révision du programme du parti. A l'occasion du congrès, il a été décidé que le référendum sur l'indépendance aurait lieu au plus tard à l'automne de 1979.

De notre correspondant

Montréal. — Le congrès de la Pentecôte a été pour le parti québécois et le gouvernement l'occasion de définir leurs compétences respectives. Dans son discours inaugural, M. René Lévesque, premier ministre et président du conseil exécutif du parti, a souligné la difficulté de cette situation, expliquant que le parti ne devait pas perdre son sens ni une fois au pouvoir, mais qu'il ne devait pas non plus refuser de voir « les limites » des compétences du pouvoir. Dans son discours de clôture, il a affirmé avec force que lorsque des divergences se produiraient entre les opinions du parti et celles du gouvernement, il ne saurait être question de quel côté se tenait le parti. Il n'était pas d'accord.

De leur côté, les délégués, s'ils se sont généralement montrés modérés, n'en ont pas moins adopté quelques résolutions qui vont au-delà de ce que leur gouvernement était disposé à entreprendre. Ainsi figurera désormais au programme du parti, parmi les objectifs à atteindre, l'augmentation des salaires et le bien-être des travailleurs. Le conseil exécutif du parti, dirigé par M. Lévesque et composé en majorité de ministres importants, a maintenant voté contre cette résolution.

ALAIN-MARIE CARRON.
(Lire la suite page 4.)

Des mesures de blocage de prix alimentaires sont à l'étude

La très forte hausse des prix des produits alimentaires en avril (+1,6 % par rapport à mars, +16,5 % en rythme annuel pendant les trois derniers mois connus) a surpris le gouvernement. On ne s'attendait certes pas à un bon indice dans ce domaine, mais les chiffres publiés par l'INSEE ont dépassé les prévisions les plus pessimistes. Le commentaire de M. Bouillaud, qui a rendu public le Rapport de la Commission des prix, est sans ambiguïté : le très mauvais résultat d'avril reflète cette surprise. Le ministre délégué à l'économie et aux finances déclare qu'il faut s'interroger sur les conditions de fonctionnement des circuits de distribution et sur les moyens de les améliorer. Une étude de l'évolution récente des marges commerciales a été entreprise par l'administration. Si celle-ci mettait en évidence des abus importants, en contradiction avec les impératifs du plan Barre, des mesures de blocage pourraient être prises.

Depuis, M. Fontanet, qui conseillait, en 1962, de « suivre le bœuf », et M. Missoffe, qui avait, en 1961-1962, condamné la reconstruction des abattoirs de La Villette, beaucoup de ministres ont été mis en question : la qualité des circuits de distribution aussi bien que celle de la viande que ceux des fruits et légumes : intentions et réactions de bon sens plutôt que constats chiffrés. Car à chaque fois qu'un rapport a été publié sur le sujet il a montré que les choses traînaient finalement pas si mal et que les marges des commerçants en France étaient souvent plus faibles qu'en Allemagne et aux États-Unis. Les prix ne montent pas et s'élevaient de façon disproportionnée au moindre accident climatique ; mais, dans le même temps, les salaires ont couru à la production et cours de détail restent incompréhensibles au commun des mortels.

Faire quelque chose

La petite phrase de M. Bouillaud est-elle donc un de ces commentaires de circonstance qu'on oublie aussi vite qu'on les a prononcés ? Ou bien le ministre s'est-il décidé à faire quelque chose ?

D'après nos informations, les services de Malignon et de Rivoli étudient actuellement la possibilité de bloquer certains prix ou, tout au moins, de résister à la hausse des prix. Les prix sont déjà fixés, notamment, rappelés-les. Un cra-

On se souvient en tout cas assez préoccupé dans les milieux gouvernementaux — malgré les déclarations serénifiées de M. Barre par M. Barre — par la signification profonde du dérapage d'avril. Si en effet le 1,6 % de hausse des prix des produits alimentaires n'est pas la traduction au détail de l'augmentation des prix à la production, cela signifie — ainsi que nous l'avons souligné dans nos éditions datées 28 mai — que des catégories socio-professionnelles ne voient la baisse de leurs revenus mise en place par M. Barre et qui consiste, faut-il le rappeler, à stabiliser le pouvoir d'achat. Et en est bien ainsi, toutes les autres catégories socio-professionnelles risquent par contagion — et sous des formes diverses — de remettre en cause le plan Barre. Les chefs d'entreprise pourront-ils, au cours des prochains mois, continuer comme ils l'ont fait depuis janvier, à pratiquer une politique de grande rentabilité salariale ?

C'est bien dans ces termes qu'on se pose le problème en haut lieu. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, il n'y a pas un fil de voix contradictoire.

(Lire la suite page 4.)

ALAIN VERNHOLLE.

LA RÉNOVATION DE L'ENSEIGNEMENT

Mutinerie contre une réforme

par BRUNO FRAPPAT

Imagine-t-on un général sur le point de donner l'assaut à une citadelle et qui s'entendrait dire par ses troupes que son plan est « dangereux » et qu'il faut d'abord augmenter les effectifs ? Qui entendrait ses plus fidèles sous-officiers et officiers le supplier de remettre l'assaut à plus tard, cherchant à le persuader que son projet d'attaque n'est pas sûr ? Ses officiers supérieurs lever les bras au ciel dans un mouvement d'impuissance et l'armée tout entière brandir des banderoles ? Prenez : imaginez-vous les hommes de troupe se répandant dans l'arrière-pays pour faire signer une pétition hostile au général et à son ténébreux dessein ?

C'est pourtant un peu la situation dans laquelle se trouve M. René Haby à quatre mois de l'application de sa réforme de l'enseignement. An fur et à mesure que se rapproche l'échéance de septembre la rage et la grogne l'emportent sur l'enthousiasme et la discipline. Chaque jour apporte son lot de déclarations, de motions de congés, de communications ; on se bat bien en peine de trouver, dans ce flot de rhétorique syn-

AU JOUR LE JOUR

Le miracle français

Et voilà les Français, tout juste remis des émotions de la grève et des fatigues de plusieurs semaines sur les routes de vacances et bientôt revenus. Le tout entre deux campagnes électorales déstabilisantes et en attendant que la grande randonnée d'été.

Comment un pays qui, lorsqu'il n'est pas en train de voter, est en vacances, rentre de vacances ou va partir en vacances, tout en profitant des quelques intervalles libres pour se mettre en grève (sans compter ses petites révolutions séculaires), comment un pays pareil peut-il fonctionner ?

Mais n'est-ce pas justement parce qu'il fait la grève, que les nombreuses élections déstabilisantes ne décident rien, que tout cela est extrêmement fatigant et que, pour tenir le coup, il s'écoule, qu'il fonctionne ?

Le miracle serait d'ailleurs complet avec des élections régulières, car on réussit ainsi tout de suite à freiner la hausse des prix.

PABLO DE LA HIGUERA.

AU CHATEAU DE COMPIÈGNE

Don Quichotte ou par Natoire

1977 est l'année Rubens. C'est aussi un peu, et toutes proportions gardées, l'année Natoire, puisque celui-ci y aura été deux fois à l'honneur. Nous avons déjà parlé de l'exposition qui, présentée d'abord au musée de Troyes (elle est actuellement à Nîmes), en l'honneur de départ pour la Ville Médicis, évoquait avec bonheur les mérites et les limites du peintre et du dessinateur de la Monarchie de 1735 à 1745, un tout exemplaire, s'il vous plaît, en une telle occasion, car il fallait au moins trois siècles pour amener le goût des modes. Grimaud voulait sa tenture bien à lui, et ce n'est pas nous qui lui reprocherons son manque de considération pour les multiples.

Après mille péripéties dont on lira le détail dans le catalogue (un peu de science, mais un peu d'ironie), on ne s'en rend pas compte, car on ne peut que constater que les cartons trouvés par son port défilent à Compiègne et neuf des dix tentures (la dixième se perdait en route) à l'archevêché d'Albi-en-Provence.

ANDRÉ FERRAGUER.
(Lire la suite page 17.)

le mur de Cartier

La grille du plus grand joillier.

Signe l'horlogerie suisse de la plus parfaite technique et de la plus raffinée élégance.



RELIGION

CARNET

vers du décor pédagogique

A la basilique de Liseaux
Mgr ROGER ETCHEGARAY
DÉPLORE LES « QUERRELS
D'ENFANTS GÂTÉS »

Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la commission permanente de l'épiscopat français, a présidé, dimanche 28 mai à Liseaux, les cinquante-cinquièmes annuels de la proclamation de Sainte-Thérèse de Lisieux, patronne des missions.

DES CHRÉTIENS
TRADITIONALISTES
OCCUPENT UNE ÉGLISE
A BESANCON

Une centaine de catholiques traditionalistes occupent l'église Notre-Dame de Besançon, depuis dimanche 28 mai.

Le quatre-vingt-neuvième
concile protestant 1977
se réunit à Genève, 31 mai

Un livre de Pierre de Boisdeffre
PAUL VI, SOURIEZ !
par GEORGES HOURDIN

Les débats autour de l'unité dans l'Eglise catholique française sont disproportionnés, pour deux raisons.

6 et 7 juin et 12 juillet

La cinquantième anniversaire de Foi et Constitution, à Lausanne

UN DEMI-SIÈCLE D'EFFORTS INACHEVÉS
EN FAVEUR DE L'ECUMÉNISME

Lausanne. — Les uns déclarent, les autres reconnaissent. Tandis qu'à Genève, ce 28 mai, jour de la Pentecôte, qui est l'acte de naissance de l'Eglise, Mgr Lefebvre confirme des enfants et inaugure la prière Saint-François-de-Sales, nouvelle dépendance d'Eglise, posant ainsi les fondations d'une « contre-Eglise » (selon la terminologie de Mgr Marmé, évêque résident) à Lausanne, pendant le même week-end, les dirigeants du Conseil oecuménique des Eglises (C.O.E.) célèbrent, en présence de représentants de toutes les grandes Eglises, la cinquantième anniversaire de Foi et Constitution.

Paradoxe, voici cinquante ans, le Saint-Siège avait non seulement boudé Foi et Constitution, mais publié en 1928 « Mortalium animos », encyclique « dédaigneuse et agressive » donnant du mouvement oecuménique une image « caricaturale », pour reprendre l'expression du Soderblom cité par le pasteur Visser 't Hooft, ancien secrétaire général du C.O.E.

De notre envoyé spécial
Eglises. Assurément il y a encore beaucoup à faire, mais ce qui est certain, c'est que l'unité n'est plus l'objectif principal. Si les divisions des Eglises ne peuvent plus être justifiées, ne conviendrait-il pas alors de les dépasser ?

Pour sortir de l'enlèvement
D'autres conférences ont été organisées, mais elles ont jalonné cette commémoration : le professeur Nikos Nissiotis, ancien secrétaire général de Foi et Constitution ; le frère Roger, prieur de Talabé, et Emile Castro, rugbyste ; le pasteur Philip Potter, ancien secrétaire général du C.O.E. ; le professeur de théologie à Tubingen, membre du synode de l'Eglise évangélique d'Allemagne, ont été de beaucoup les plus remarqués en raison de leur audace et de leur non-conformisme.

Un livre de Pierre de Boisdeffre
PAUL VI, SOURIEZ !
par GEORGES HOURDIN

Les débats autour de l'unité dans l'Eglise catholique française sont disproportionnés, pour deux raisons.

6 et 7 juin et 12 juillet

Lausanne. — Les uns déclarent, les autres reconnaissent. Tandis qu'à Genève, ce 28 mai, jour de la Pentecôte, qui est l'acte de naissance de l'Eglise, Mgr Lefebvre confirme des enfants et inaugure la prière Saint-François-de-Sales, nouvelle dépendance d'Eglise, posant ainsi les fondations d'une « contre-Eglise » (selon la terminologie de Mgr Marmé, évêque résident) à Lausanne, pendant le même week-end, les dirigeants du Conseil oecuménique des Eglises (C.O.E.) célèbrent, en présence de représentants de toutes les grandes Eglises, la cinquantième anniversaire de Foi et Constitution.

Paradoxe, voici cinquante ans, le Saint-Siège avait non seulement boudé Foi et Constitution, mais publié en 1928 « Mortalium animos », encyclique « dédaigneuse et agressive » donnant du mouvement oecuménique une image « caricaturale », pour reprendre l'expression du Soderblom cité par le pasteur Visser 't Hooft, ancien secrétaire général du C.O.E.

De notre envoyé spécial
Eglises. Assurément il y a encore beaucoup à faire, mais ce qui est certain, c'est que l'unité n'est plus l'objectif principal. Si les divisions des Eglises ne peuvent plus être justifiées, ne conviendrait-il pas alors de les dépasser ?

Pour sortir de l'enlèvement
D'autres conférences ont été organisées, mais elles ont jalonné cette commémoration : le professeur Nikos Nissiotis, ancien secrétaire général de Foi et Constitution ; le frère Roger, prieur de Talabé, et Emile Castro, rugbyste ; le pasteur Philip Potter, ancien secrétaire général du C.O.E. ; le professeur de théologie à Tubingen, membre du synode de l'Eglise évangélique d'Allemagne, ont été de beaucoup les plus remarqués en raison de leur audace et de leur non-conformisme.

Un livre de Pierre de Boisdeffre
PAUL VI, SOURIEZ !
par GEORGES HOURDIN

Les débats autour de l'unité dans l'Eglise catholique française sont disproportionnés, pour deux raisons.

6 et 7 juin et 12 juillet

Un livre de Pierre de Boisdeffre
PAUL VI, SOURIEZ !
par GEORGES HOURDIN

Les débats autour de l'unité dans l'Eglise catholique française sont disproportionnés, pour deux raisons.

6 et 7 juin et 12 juillet

Un livre de Pierre de Boisdeffre
PAUL VI, SOURIEZ !
par GEORGES HOURDIN

Les débats autour de l'unité dans l'Eglise catholique française sont disproportionnés, pour deux raisons.

6 et 7 juin et 12 juillet

Décès
— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 28 mai, de M. ABRAHAM BOTA, ancien professeur à l'Université de Strasbourg, ses obsèques auront lieu le mercredi 1er juin, à 9 h. 30, en l'église Saint-Laurent, boulevard de Strasbourg (près de la gare de l'Est), suivies de l'inhumation au cimetière de l'Est.

Messes anniversaires
— A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de l'ingénieur général Louis RONTZ, une messe sera célébrée à sa mémoire en l'église Saint-Pierre de Broétigny (11), le mercredi 1er juin 1977, à 8 h. 30.

Communications diverses
Un débat sur le thème « Mai 1968, et après », sera le 10 juin 1977, à 19 h., devant l'Assemblée de la Ville de Paris, au Centre culturel de la Ville de Paris (Saint-Merri), 78, rue de la Vierge, Paris (14).

Visites et conférences
MARDI 31 MAI
VISTES GUIDÉES ET PROMENADES
15 h. : place du Palais de l'Assemblée, M. Bouquet des Chaux « La mosquée ».

Conférences
19 h. 30 : rue de la République, M. Bouquet des Chaux « La mosquée ».

Indian Tonic de SCHWEPPE
à l'orange amère ;
un monde de saveur.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1775
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTELEMENT
I. Soulevé en faisant exploser.
II. Rur ou murmuré ; Divin.
III. On s'approche d'un objet avec des intentions très pures ; le fait d'être gros ne diminue en rien son succès auprès des femmes.
IV. Lettres de crédit ; la pêche.
V. Vost sans entrain à la pêche.
VI. S'occupe de maintes choses ; fin de partie.
VII. Leur cœur est de glace ; il n'est pas surpris de la mort, contre dans le cloître.
VIII. Font partie du genre humain.
IX. Se trouve donc quelque part ; leur touriste.
X. On ne peut plus clair.
XI. Revue.

Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel du 30 mai 1977 :
UN DÉCRET
Modifiant le décret n° 67-577 du 10 juillet 1967 portant statut particulier du corps des gardiens et du corps des magasiniers des bibliothèques.
UN ARRÊTÉ
Portant extension de la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de la distribution des films de l'industrie cinématographique et des textes qui l'ont modifiée (1).
(1) Ce texte sera édité ultérieurement en fascicule séparé.

Christian Dior
SOLDES
Prêt-à-porter féminin, colifichets.
Prêt-à-porter masculin et accessoires.
31 MAI
1er et 2 JUNE
10 h - 12 h 30
14 h 30 - 18 h 30
12, rue Bonaparte - Paris 8e
(près du Palais National)

VERTICALEMENT
1. Sur le chemin de la morgue.
2. Sa source n'est pas souvent pure ; ce qu'il faut la rage (rien d'un Pasteur) ; 3. Bien fait pour dissimuler une nature amoureuse.
4. Poète ; Département.
5. C'est peut-être curieux, mais c'est ainsi ; Abrévié ; Couperie ; Couperie en deux.
6. Supporte bien la viande ; Rouleaux.
7. Tourillon ; Partie du corps.
8. Cherchent à prendre part ; Dépravation ; Centre industriel étranger.
Solution du problème n° 1774
Horizontalement
I. Compromis. II. Usines. Ro. — III. Il ; Evasif. — IV. Se. — V. Asa. — VI. Escalier. — VII. Rn ; Sdn. — VIII. Anées. — IX. Te ; Ossat. — X. Hypothèse.
Verticalement
1. Cuisson ; Ath. — 2. Océité. — 3. M. ; Caire. — 4. Fnu. — 5. Révélée ; Sot. — 6. Osa ; Nus ; Gh. — 7. Sa ; Tsf. — 8. Iriza ; Rutas. — 9. Sotas. Secte.
GUY BROUTY

Le Monde
Service des Abonnements
75427 PARIS CEDEX 69
C.C.P. 4207-33
ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
105 F 125 F 225 F 370 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VIRE NORDALE
125 F 175 F 325 F 520 F
ÉTRANGERS
(par mandat)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 175 F 325 F 520 F
II. — AUTRES
125 F 175 F 325 F 520 F
Par voie aérienne
Taux sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre au chèque à leur demande.
Changements d'adresse : Difficulté ou provision (10 en 10) semestriels ou plus ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de relayer tous les noms d'agents en capitales d'impression.

FAITS ET JUGEMENT



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Croissance et égalité

Le problème de l'inégalité dans ses relations avec la croissance reste au centre du débat qui oppose partisans et adversaires de l'économie de marché.

Pascal Salin, économiste, expose ici son point de vue.

par PASCAL SALIN (*)

Il est trop souvent dit que la croissance est le meilleur moyen de réduire l'inégalité. Mais, en fait, la croissance ne peut être que le moyen de réduire l'inégalité. Elle ne peut pas être le but. La croissance est un processus, l'inégalité est un état. On ne peut pas réduire l'inégalité sans réduire la croissance. Mais, on ne peut pas réduire la croissance sans réduire l'inégalité. La croissance et l'inégalité sont deux faces d'une même médaille. Elles sont liées. Elles sont inséparables. Elles sont indissociables. Elles sont inévitablement liées. Elles sont inévitablement inséparables. Elles sont inévitablement indissociables. Elles sont inévitablement liées. Elles sont inévitablement inséparables. Elles sont inévitablement indissociables.

ment, un certain degré d'inégalité, alors que la société capitaliste en question pourrait être considérée comme parfaitement égalitaire. L'inégalité apparente dans un pays dépend donc de la structure démographique. On a d'ailleurs essayé de mesurer l'inégalité réelle (tenant compte des différences d'âge) par opposition à l'inégalité apparente. D'après des travaux non encore publiés d'un chercheur de l'université de Paris-VII, M. Sollogoub, l'inégalité réelle serait en France d'un tiers inférieure à l'inégalité apparente. L'inégalité réelle aurait, par ailleurs, diminué de 24 % entre 1952 et 1970. Ce fait est intéressant, puisqu'il se rapporte à une période où la croissance française a été forte.

On pourrait donc trouver là un argument en faveur de ceux qui pensent qu'une forte croissance économique rend possible la diminution des inégalités, alors qu'il est maintenant courant de dire que la croissance ne peut se faire qu'aux dépens de certains ou même du plus grand nombre. Cette dernière assertion, comme toute idée reçue, doit être discutée. Quelle que soit la réponse à cette première question, l'étude de la relation entre la croissance et les inégalités soulève un deuxième problème, celui des moyens de réduire les inégalités lorsque celles-ci apparaissent comme excessives.

Le prix à payer

Le progrès technique et sa mise en œuvre par l'entreprise (qu'elle soit publique ou privée) jouent un grand rôle dans la croissance. Il ne peut donc pas être surprenant, pour expliquer ce dernier phénomène, de faire appel à une accumulation de capital due à l'exploitation de ceux que l'on appelle les travailleurs. C'est la capacité d'une société à inventer et à accepter les innovations qui constitue le facteur essentiel de la croissance, et c'est pourquoi la croissance et les inégalités sont deux phénomènes largement indépendants. Des taux de croissance élevés ne se rencontrent-ils d'ailleurs pas aussi bien dans des sociétés inégalitaires que dans des sociétés à égalitaires ?

(Lire la suite page 10.)

Un « double secteur » pour lutter contre le chômage

Les mesures prises pour limiter les licenciements font hésiter les chefs d'entreprise... à embaucher de nouveaux effectifs. Peut-on surmonter cette cause importante de chômage ?

Un fait vécus est à l'origine de ces lignes : pour obtenir l'embauche d'un jeune technicien incontestablement utile, il a fallu fournir caution soignée. Promesse d'être donné d'indemniser l'employeur des frais que pourrait entraîner l'impossibilité éventuelle de licencier promptement le candidat.

Cela illustre bien l'état d'esprit qui se répand, notamment parmi les entreprises petites et moyennes, et le régime restrictif des licenciements empêche de déborder d'adaptable l'effectif salarié aux flux imprévisibles des commandes, si cet

par FRANÇOIS REUTER (*)

effectif ne peut être réduit lors des basses eaux, c'est le chômage larvé à l'intérieur de la maison, et le chômage qui peut conduire à la prompte faillite de l'entreprise.

D'où une attitude nouvelle et imprévue chez des hommes traditionnellement portés à s'étendre pour s'enrichir : pour vivre heureux, restons petits. N'embauchons pas et ne licenciés pas. Sans trahisons ou à l'étranger.

(Lire la suite page 10.)

Le coupable numéro un

Et voici mis à jour le cercle vicieux : directement les entraves aux licenciements stoppent l'embauche. Indirectement, elles gonflent les importations. Or c'est la balance du déficit du commerce extérieur qui suscite les plans

Barre : les mesures d'austérité, elles-mêmes génératrices de chômage. C'est donc un mécanisme à double effet qui nous précipite sur une même voie : celle des vagues à portées closes.

Que l'on ne nous prête pas la naïveté de vouloir ramener tout le mal à une même cause. Nous n'ignorons ni la crise mondiale de la sidérurgie ni le concurrent du tiers-monde dans le textile et bien ailleurs. Mais, dans la France actuelle, la conjoncture mondiale n'est plus la première responsable de la montée du chômage. Le coupable numéro un, c'est cette psychologie du licenciement interdit. Il suffit, pour s'en assurer, de mettre en balance le nombre de licenciements provenant de la grande industrie, malgré tout assez limité, et le quasi-million de chômeurs.

Nous disons bien psychoses. Car, le plus souvent, les licenciements seront autorisés, lorsque la survie de l'entreprise en dépend. Mais, dans ce domaine, la certitude rest évanouie. Et l'incertitude suffit à dépeupler l'industrie de son dynamisme.

Or cette situation paraît, à première vue, sans remède. Pour la plupart des Français, tout progrès dans la sécurité de l'emploi est le premier des bienfaits. Comment, sur le plan humain, mettre en question de pareilles conquêtes ? Comment, politiquement, un parti au pouvoir, quel qu'il soit, trait-il heurter de front, au point le plus sensible, les salariés en place ? Les salariés en place ne sont-ils pas la majorité des électeurs ?

La présente conjoncture politique laisse intacte la question. Le problème du chômage, tel qu'il se pose aujourd'hui, ne pourrait être résolu ni par des mesures de censure ni par les nationalisations prévues. Les nationalisations devraient, pour cela, être étendues au point de faire disparaître tout reliquat de secteur privé. A cette solution, la gauche une signataire du programme commun de gouvernement n'est nullement préparée.

Souvenons-nous donc dans l'impasse ? La sécurité pour la plupart — sécurité bien précieuse, du reste — continuera-t-elle à maintenir hors des circuits productifs une minorité sans cesse grandissante ? Y a-t-il un précédent quelconque de rumbé acceptable ? A notre connaissance, il n'en existe pas.

Mais, s'il n'y a pas de précédent, il y a une solution. Dans l'histoire de notre législation du travail, cette solution serait certainement novatrice. Mais elle ne serait pas sans analogie avec des dispositions qui ont fait leurs preuves dans un autre domaine, celui du logement.

Ce sont les règles adoptées en matière d'habitat qui peuvent servir de modèle, dans l'étude de notre cas.

La loi, après la guerre, l'intérêt des agents en place, aussi modestes qu'ils fussent, heurtaient de front celui de la minorité dépourvue, jeunes couples ou Français déracinés par la tourmente.

Dans cette période de pouvoir d'achat cruellement amputé, il ne pouvait être question de restituer au marché du logement une dose quelconque de souplesse et de rendre disponibles des locaux par une hausse brutale des loyers.

La solution est dans toutes les méthodes, puisque ses séquelles, atténuées, subsistent même aujourd'hui.

(Lire la suite page 10.)

(*) Ancien chef du service des affaires sociales à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

DES PROPOSITIONS TROP ACADÉMIQUES

Sous la présidence de M. Karl Brunner (professeur à l'université de Rochester aux Etats-Unis et à l'université de Berne), bien connu notamment pour ses travaux sur la monnaie, s'est tenu un comité « fantôme » de politique économique européenne (shadow european economic policy committee) composé d'un certain nombre d'économistes venant des principaux pays de l'O.C.D.E. (pour la France il s'agit de MM. André Fourcans et Jean-Jacques Rosa). L'idée est née au sein de la pratique constitutionnelle anglaise selon laquelle l'opposition constitue un « shadow cabinet » dont la tâche est de critiquer l'action du gouvernement au pouvoir et de présenter ses propres propositions.

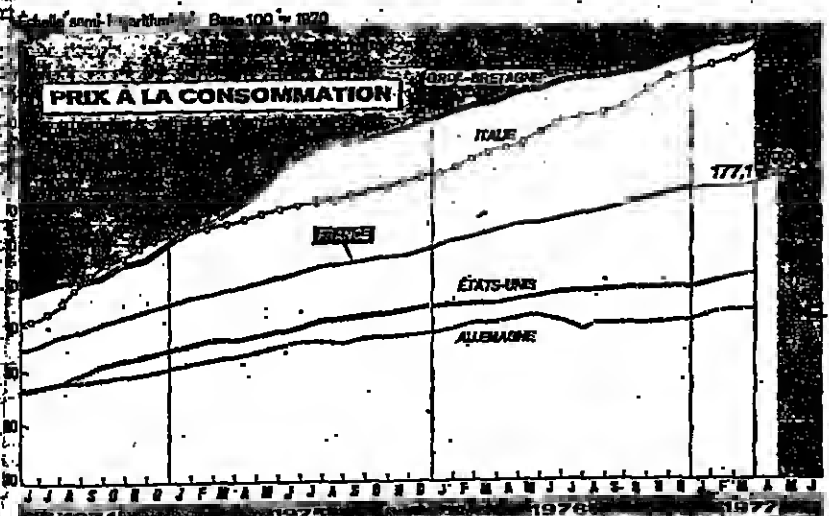
Le comité s'est réuni la semaine dernière à Paris et a rendu public, à cette occasion, un certain nombre de documents, dont une déclaration générale et une analyse succincte de la situation des grands pays européens. D'entrée de jeu, le ton est donné par le texte qui concerne plus particulièrement la politique préconisée par les experts du château de la Muette. Celle-ci est condamnée en bloc comme d'inspiration d'une méthode qui a fait abondamment la preuve de son inefficacité, celle de l'ajustement permanent, mieux identifiée sous son nom anglais de « fine tuning ». La « fine tuning » consiste à donner pour objectif à la politique budgétaire et monétaire de régulariser la « demande globale » selon des prévisions plus ou moins inspirées par la théorie keynésienne.

On ne reprochera pas au « comité fantôme » de manquer d'ambition : il estime, comme M. Giscard d'Estaing naguère, que le seul degré tolérable pour l'inflation est le degré zéro. C'est l'objectif que les différents gouvernements sont invités à se donner pour le début des années 80. Il part de l'idée qu'on ne pourra venir à bout de l'inflation que par un long et pénible effort, comme le pense aussi M. Raymond Barre. Mais on peut se demander, à la lumière de l'expérience historique, si une telle approche a encore des chances sérieuses de succès. A partir d'un certain seuil de dépréciation du système économique et financier, le seul moyen de le ramener sur pied pourrait bien être une réforme radicale du genre de celle qui a été appliquée deux fois en Allemagne (en novembre 1923 et en juin 1948). On dira que le monde capitaliste d'aujourd'hui, malgré ses difficultés, ne connaît pas l'inflation galopante dont l'Allemagne a été deux fois la victime. Mais on pourrait aussi citer l'exemple de la réforme appliquée en France à la fin de 1958 dont le seul défaut sérieux a été de ne pas avoir été poussée assez loin dans le domaine du crédit.

Pour sa part, le « comité fantôme » est conscient de ce dernier problème en attirant l'attention des gouvernements sur le fait que « les méthodes susceptibles d'améliorer la croissance et la création monétaire sont disponibles et devraient être appliquées ». Mais ces recommandations se ressemblent trop des « priori » théoriques qui forment le socle de l'enseignement dispensé par ses membres et dans lesquels ceux-ci croient reconnaître la réalité. Selon eux, les gouvernements actuels n'ont pas encore assez bien assimilé le double fait que nous vivons désormais dans un monde de changes flottants où les autorités monétaires ont pris l'habitude d'annoncer par avance leurs objectifs de croissance monétaire. La vérité est qu'aucun pays ne laisse sa monnaie fluctuer tout à fait librement sur le marché des changes et que les fameux objectifs dont il est fait état sont en fait des objectifs de croissance monétaire.

Il ne suffit pas non plus, pour réduire le chômage, d'affirmer qu'il convient d'avantager le secteur privé productif au détriment du secteur public. Cela est sans doute vrai théoriquement, mais comment résister aux pressions politiques qui poussent au contraire à créer de nouveaux postes de fonctionnaires quand le marché du travail se révèle incapable de satisfaire à toutes les demandes d'emploi ?

Accélération générale



La hausse des prix de détail s'est accélérée en Europe durant le 1^{er} trimestre 1977 : + 2,6 % en Grande-Bretagne contre + 1 % en mars ; + 0,4 % en Allemagne contre + 0,3 % ; + 0,8 % aux Etats-Unis contre + 0,6 % ; + 1,7 % aux Pays-Bas contre + 0,8 % ; + 0,7 % en Suède contre + 0,1 %.

MARCHÉ IMMOBILIER

La rente foncière frein au développement

C'est généralement par le biais des questions de logement, d'urbanisme et d'aménagement de l'espace que sont abordés les problèmes fonciers et immobiliers. La maîtrise par la puissance publique, de l'utilisation foncière est incontestablement l'élément fondamental d'une lutte efficace contre la spéculation foncière et la ségrégation sociale dans l'habitat. Quel que soit son intérêt quant à la politique du logement et d'aménagement de l'espace, cette approche de la question foncière, largement dominante dans les débats sur le sujet, ne rend pas compte de l'enjeu réel des problèmes fonciers et immobiliers quant au développement de l'économie française.

Les difficultés soulevées par la place du système foncier (1) en France ne sont pas nouvelles. Dès le dix-huitième siècle, la question foncière a tenu une place déterminante dans l'évolution économique et sociale de la France.

Pour la bourgeoisie marchande d'avant la Révolution, l'achat de terres « nobles » était le moyen d'accéder à l'aristocratie et de participer au partage des privilèges. La propriété foncière absorbait l'essentiel du surplus économique, le développement de l'industrie s'en est trouvé considérablement entravé. La vente des biens nationaux pendant la Révolution confortera cette prépondérance de la spéculation foncière sur l'investissement productif. Il en résulte tout à la fois : un retard considérable dans la modernisation des structures agraires ; de fortes poussées de spéculation foncière dans les zones urbaines ; des difficultés permanentes de financement de l'investissement industriel.

Une clé d'explication

De nos jours, le système foncier se comporte comme un système thermodynamique dont l'énergie interne ne cesse d'augmenter, de croître au détriment des systèmes extérieurs. En effet, les profits fonciers et immobiliers se réinvestissent presque exclusivement dans le système foncier. Ce cercle vicieux, en outre, une partie importante de la valeur ajoutée née dans d'autres secteurs, soit par absorption des disponibilités financières, soit par transfert de surplus de productivité, c'est-à-dire que le secteur immobilier est, depuis vingt ans, simultanément celui dont l'efficacité technique a le moins augmenté et celui dont l'accroissement de rentabilité économique a été le plus fort.

Pour prendre en compte correctement

ce phénomène, il convient d'isoler, dans l'analyse du partage du revenu national, les profits fonciers et immobiliers. En d'autres termes, il s'agit de réactualiser les analyses de Ricardo sur la rente foncière, en élargissant le concept à l'ensemble des revenus du système foncier. Dans ces conditions, la rente foncière ne se partage plus entre salaires et profits, mais, entre salaires, rente foncière et profits commerciaux et industriels.

Le langage des profits contre les salaires et la rente foncière constitue une clé d'explication particulièrement pertinente de certains blocages structurels de notre développement économique. En réinvestissant une part importante de la valeur ajoutée, la rente foncière exaspère les tensions résultant des conflits pour le partage du revenu national. Dans cette perspective, l'inflation ne se développe pas autour du couple salaires-rente foncière-profit-prix. Elle se réinvestit dans les secteurs fonciers et immobiliers, la rente foncière y fixe une grande part des moyens financiers disponibles. Il en résulte une aggravation des difficultés de financement des investissements industriels.

M. CASTEGIS.

(Lire la suite page 11.)

EN MEDITERRANEE

CANNES
tél. : (93) 99 22 75
tél. : 470728
MARSEILLE AÉROPORT
tél. : (91) 89 91 02
tél. : 401980
MARSEILLE
VIEUX PORT
tél. : (91) 52 90 19
tél. : 401270
NICE
tél. : (93) 88 69 54
tél. : 460938
PORTICIO CORSE
tél. : (95) 25 00 34
tél. : 460708



35 HOTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200432

Par GILBERT ETIENNE (*)

comme, poursuit notre analyse causale, « le grand despot politique du sous-continent indien c'est d'abord des gouvernements petits et faibles » qui laissent les mains libres à l'initiative privée. Toutefois, il faudrait, en même temps, une politique agricole beaucoup plus favorable aux paysans. Comme en Chine, il conviendrait aussi d'interdire l'exporte sur vers pays, ce qui faciliterait un fort relèvement de l'emploi dans les campagnes.

Narman Mascara en vient à l'aide étrangère au risque de provoquer l'indignation des bien-penseurs d'Occident : l'aide de gouvernement à gouvernement produit tous les mauvais effets économi-

(*) Professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales et à l'Institut d'études du développement, Genève.
(1) *The Economist*, 7 mai 1977, « *Asia Survey*, Two billion people », pp. 7-82.
(2) Cf. notre article dans *le Monde* du 13 septembre 1976.

... ..

800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 539 89 80

[illegible]

LE VAUDREUIL VILLE NOUVELLE. TRANSFORMEZ VOTRE QUOTIDIEN.

... ..

EN ÎLE-DE-FRANCE

POINTS DE VUE

La paix au Marais ?

Par
PHILIPPE MITHOUARD (*)

Si l'on veut restaurer la qualité esthétique et maintenir la qualité humaine du Marais, des actions d'envergure doivent être entreprises sur deux plans : celui de l'urbanisme et celui de la restauration immobilière proprement dite.

Sur le plan de l'urbanisme il faut procéder, par des opérations volontaristes, à la fois au curage des centres d'îlots et à la création des équipements publics prévus au plan de sauvegarde, subventionner tout ou partie des démolitions des bâtiments parasites imposés au plan de sauvegarde, créer une mise en condition qui facilitera les opérations ponctuelles au niveau des immeubles.

Sur le plan de la restauration immobilière proprement dite, il faut amplifier les interventions sur les immeubles du patrimoine de la Ville de Paris, créer un patrimoine d'I.L.M. dans les immeubles anciens par exécution du droit de préemption et aider les propriétaires d'immeubles qui accepteraient de plafonner les loyers.

L'un des buts recherchés par la politique actuelle est de permettre à tous d'avoir les moyens de choisir le type et la localisation des logements qui leur conviennent, et la

tendance est de remplacer « l'aide à la pierre », qui peut conduire à une certaine ségrégation, par « l'aide à la personne ». Toutefois on peut penser que la qualité du Marais et sa situation au centre de Paris entraîneront une demande extérieure très forte, et, en raison du coût élevé des travaux, « l'aide à la personne » ne suffira pas pour rendre les nouveaux loyers supportables à la plupart des habitants actuels du Marais.

Pour permettre de maintenir la diversité actuelle de la population, une intervention de la puissance publique est indispensable qui devra, directement ou indirectement, prendre la forme d'une « aide à la pierre » et qui devra être prise en charge pour une part importante par la Ville de Paris. En cette matière, il reste beaucoup à imaginer, la difficulté étant de ne pas créer un enrichissement injustifié aux propriétaires et une rente d'occupation anormale aux locataires.

(*) Conseiller de Paris (centriste), président de la société pour la restauration du Marais.

D'ores et déjà, une mesure conservatoire devrait être envisagée interdisant la mise en copropriété des immeubles qui ne sont pas dotés d'un confort minimum. La vente par lot permet, en effet, une augmentation considérable du prix de vente (de l'ordre de 50 à 100 %) donc une prise de bénéfice non justifiée ; elle rend extrêmement difficile l'exercice du droit de préemption et complice à l'extrême la mise au point du programme technique de restauration.

Il faudrait mettre en place pour le Marais un plan de préemption du même ordre que celui que la Ville de Paris applique dans le secteur des Halles.

Ces mesures permettraient de dépassionner le débat et de convaincre les propriétaires et les occupants que la politique de restauration à but social qui est préconisée n'est pas un leurre et que l'Etat et la Ville de Paris se consacrent aux moyens de mener cette politique. C'est qu'il est clair que l'on pourra réagir vigoureusement contre les campagnes dressant locataires et propriétaires les uns contre les autres et dont les habitants actuels du Marais font finalement les frais.

Quatre roues contre deux

EN début d'année, Jacques Essel, l'animateur du Mouvement défense de la bicyclette, avait demandé au préfet de police de Paris et les cyclistes pouvaient emprunter la coulure d'autobus. Celui-ci lui avait alors répondu par la négative. Jacques Essel lui demande alors comment, dans le cadre de la chaussée qui ne comprend pas de couloir d'autobus et où se trouvent les cyclistes, ils doivent rouler, il entendait faire respecter le code de la route qui précise que les voitures ne doivent pas doubler les cyclistes à moins d'un mètre (il d'un côté et de l'autre, est-il nécessaire de le préciser). Un véritable casse-tête !

Un peu plus tard, s'adressant aux candidats parisiens aux élections municipales, le Mouvement défense de la bicyclette leur demandait :

« Voulez-vous nous dire si vous prenez personnellement l'engagement d'exiger l'application de cette loi lorsque vous serez élu ? » Les réponses furent, nous s'en assure, peu nombreuses.

Entre-temps, par une nouvelle lettre en date du 28 février, le préfet de police apportait une précision qui, tout en comportant une nouveauté importante, montrait le désarroi dans lequel semblent se trouver les responsables préfectoraux face à l'efflux croissant des deux-roues non motorisés dans le trafic urbain : « En agglomération, et notamment à Paris, au regard de la densité du trafic, les dispositions réglementaires visées dans votre correspondance (le respect du dépassement à un mètre) sont difficilement applicables, quelles que soient les hypothèses de circulation, c'est-à-dire même dans les voies où il n'y a pas de couloir réservé aux autobus. Elles ne le seraient d'ailleurs pas davantage si les bicyclettes étaient admises dans les couloirs étant donné le gabarit des autobus (2,50 mètres) et le large des couloirs (3 mètres). La violation de cette règle a pour but de assurer les responsabilités en cas d'accident, mais il est bien certain que les infractions sont insaisissables. » Les services préfectoraux ajoutaient une information capitale : « Aussi le préfet de Paris a-t-elle demandé aux services ministériels compétents une modification de l'art. R. 14 du code de la route et proposé d'admettre la circulation des engins à deux roues dans les couloirs réservés à la circulation des autobus. »

MICHEL DELORE.

DANS LES HUIT DÉPARTEMENTS

Fin des palaces

L'HOTEL CLARIDGE, sur les Champs-Élysées, l'un des derniers palaces parisiens, a fermé ses portes. M. François Bédaride, député (R.I.) de l'Oise s'est étonné que l'Etat n'ait pas essayé de le sauver alors que des hommes importants sont dépensés chaque année pour la construction de nouveaux hôtels. Le ministre de la culture et de l'environnement lui a répondu que le Journal officiel du 25 mai, « l'hôtel de prestige à Paris, explique-t-il, éprouve actuellement des difficultés. En effet, la demande de clientèle pour ce type d'hébergement diminue, elle s'oriente de plus en plus vers les établissements de conception plus moderne qui offrent une gamme de services répondant mieux à ses aspirations, notamment s'agissant de la clientèle d'affaires et de congrès. L'exploitation de l'hôtel Claridge a incontestablement subi les conséquences de cette évolution et, pour y répondre, la direction de l'établissement avait envisagé d'effectuer d'importants travaux de modernisation, mais

le projet a été abandonné en raison de son coût trop élevé. Les propriétaires ont dès lors décidé de trouver à l'immeuble une autre utilisation (galerie marchande et location para-hôtels) ».

90.000 personnes sous le bruit

COMBIEN de personnes vivent et vivent autour des aéroports parisiens, et dans quelles conditions ? La question est souvent posée, et avec inquiétude. Le ministre de l'équipement vient dans le Journal officiel du 25 mai de donner un certain nombre de précisions chiffrées en réponse à la question de M. René Ribière, député (non inscrit) du Val-d'Oise.

On sait que trois zones de bruit sont délimitées autour des aéroports : A, B et C dans l'ordre d'intensité décroissante. L'administration prévoit qu'en 1985, 70 000 personnes vivront en zone A, 29 000 en zone B, 38 000 en zone C. Pour Roissy-Charles-de-Gaulle, les chiffres sont de 230 personnes en zone A, 1 800 en zone B, 15 000 en zone C. Au total 75 000 personnes à Orly et 17 000 à Roissy vivront sous le bruit des avions.

Autres précisions aussi inquiétantes : en zone A, autour d'Orly 25 établissements de soins et 48 établissements d'enseignement (27 600 élèves) et autour de Roissy 5 établissements de soins et 20 établissements d'enseignement (6 300 élèves).

Le grand magasin du Forum

DANS dix-huit mois, le Forum des Halles sera inauguré, s'étalera sur un an. Le dernier bulletin d'information de la Société d'aménagement (SEMA) donne le détail des différentes activités représentées dans ce nouveau « grand magasin » de Paris, qui occupera au total 46 000 mètres carrés de plancher. En 1978, les magasins d'habillement (13 350 m²). Viennent ensuite les restaurants et cafés avec 6 345 mètres carrés et les activités culturelles et de loisirs (cinémas, librairie, discothèques, salle polyvalente) avec 6 100 mètres carrés.

PAS DE BÉTON SUR L'HIPPODROME

Les haras resteront dans le vert

LES haras de Jardy et l'hippodrome de Saint-Cloud ne seront pas construits : on en est sûr : les plans d'occupation des sols des communes sur lesquelles ils sont situés ont classé ces 180 hectares en « zone naturelle à protéger ». Point final d'une affaire qui dure depuis sept ans.

Tout, en effet, a commencé en 1970. M. Marcel Bousquet, propriétaire des haras de Jardy (85 hectares) et de l'hippodrome de Saint-Cloud (77 hectares), envisageait de construire sur ces terrains deux ensembles immobiliers de six mille logements chacun.

Les haras de Jardy sont situés sur les communes de Marnes-la-Coquette et de Vauvresson, entre l'autoroute de l'Ouest (A 10) et les bois de Fontaine-Rouge. Six quartiers, deux cent cinquante immeubles reliés par une énorme dalle de béton de cinquante hectares, deux mille places de stationnement, deux collèges d'enseignement supérieur et un collège d'enseignement technique, soit une véritable ville de vingt mille habitants devait s'y installer.

L'hippodrome de Saint-Cloud, situé sur les communes de Saint-Cloud et de Neuilly-Montmagny, devait lui aussi accueillir six mille logements, auxquels seraient venus s'ajouter des mètres carrés de bureaux et divers équipements. Vingt-cinq mille habitants y étaient attendus.

Les promoteurs de l'opération devaient d'entre autres participer au financement d'un certain nombre d'infrastructures : doublement de l'autoroute de l'Ouest et aménagement de la « tête de pont » de Suresnes.

Les communes intéressées étaient d'accord, et les premiers travaux prévus pour tout avoir terminé à la fin de la décennie, lorsque le conseil d'administration du district, devenu depuis le conseil régional d'Ile-de-France, s'inquiéta d'un éventuel changement d'affectation de ces deux terrains et demanda au préfet de région « un complément d'information ».

C'est que ce programme de logements était en contradiction totale avec le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la région parisienne : le SDAU marquait le vouloir des pouvoirs publics de mettre fin à l'urbanisation en rive d'Île de la région parisienne, or ces terrains étaient les seuls « coupures vertes » entre Paris et Versailles. D'autre part, la construction de ces deux mille logements aurait constitué une atteinte supplémentaire au « réajustage » de l'Est - préconisé par les documents d'urbanisme.

Le 25 septembre 1971, M. Alain Chalon, alors ministre de l'équipement, donna raison aux élus régionaux et décida que les deux terrains ne seraient pas bétonnés. « Les haras de Jardy, avait précisé le ministre de l'équipement, seront presque entièrement acquis par la collectivité publique. Le terrain devait, en effet, compenser la destruction des forêts de l'Ouest parisien entraînée par le passage de la rocade A 86.

Les choses en restèrent là jusqu'en novembre 1975. M. Bousquet, qui rencontrait alors des difficultés de trésorerie envisageait de vendre les haras de Jardy. « Ces terrains sont inconstructibles », précisait-il nouveau le ministre de l'équipement. Qui a jamais vu un promoteur s'adresser à un terrain inconstructible ? L'hippodrome de Saint-Cloud fut pour sa part acheté par une société d'encouragement.

Les deux domaines demeurèrent donc des espaces verts. Pour rendre définitive, opposable au tiers... et aux promoteurs la décision du ministre de l'équipement, il fallait un plan d'occupation des sols (POS). C'est désormais chose faite. Le POS des communes concernées sera rendu public au cours des semaines à venir. Les Hauts-de-Seine conserveront ainsi entre Paris et Versailles un poumon vert. Reste à savoir quand les pouvoirs publics se décideront à acquiescer les haras.

MAIRIE-CHRISTINE ROBERT.

TRANSPORTS

Mouvements de grève dans la mer

Les armateurs dénoncent le coût prohibitif

Les armateurs dénoncent le coût prohibitif des mouvements de grève dans la mer. Ils estiment que les pertes subies par les compagnies maritimes sont considérables et qu'elles sont en partie couvertes par les assurances.

Le rapport aux Nations Unies sur le développement a été publié. Il contient de nombreuses données sur l'économie mondiale et les perspectives de croissance. Les armateurs dénoncent le coût prohibitif des mouvements de grève dans la mer.

DIFFÉRENCE DES COÛTS JOURNALIERS D'ÉQUIPAGE ENTRE DEUX CARGOS COMPARABLES BRITANNIQUE ET FRANÇAISE (*)

	Coût journalier (livres)	Coût journalier (francs)	Différence
Équipage britannique	775	115	
Équipage français	715	115	
Différence	60	0	
Coût journalier (livres)	115	115	
Coût journalier (francs)	115	115	
Différence	0	0	

Le rapport aux Nations Unies sur le développement a été publié. Il contient de nombreuses données sur l'économie mondiale et les perspectives de croissance. Les armateurs dénoncent le coût prohibitif des mouvements de grève dans la mer.

Les armateurs dénoncent le coût prohibitif des mouvements de grève dans la mer. Ils estiment que les pertes subies par les compagnies maritimes sont considérables et qu'elles sont en partie couvertes par les assurances.

MAIRIE-CHRISTINE ROBERT.

Le calcul devient plus sûr.

Les calculatrices de poche ne font que les erreurs que vous faites. En effet plus une calculatrice de poche est petite, plus elle a de fonctions et plus vous avez de chances de commettre des erreurs.

Avec la calculatrice Braun control, nous vous avons réalisé une calculatrice de poche beaucoup plus sûre.

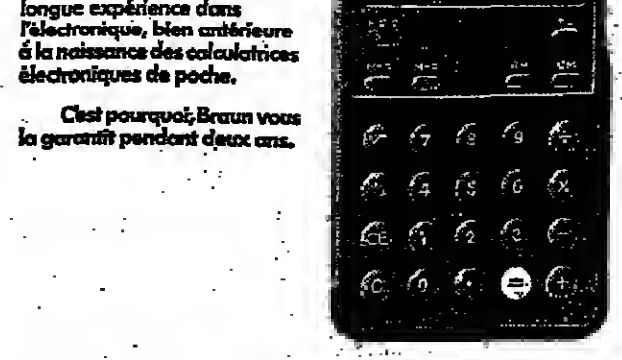
Elle possède les fonctions dont vous avez besoin quotidiennement pour vos affaires comme pour vos travaux personnels. Sans sophistication superflue.

Les bords de cette calculatrice sont arrondis. Elle est suffisamment grande pour bien tenir dans votre main.

Les touches ne sont pas incurvées mais arrondies vers l'extérieur. Des essais nous ont montré qu'on ne risque pas d'appuyer par mégarde sur les touches voisines. Braun vous évite ainsi les fautes de frappe.

La forme, l'espacement, les couleurs des touches et l'écriture ont été étudiées afin de faciliter les lectures et de faciliter les opérations. Avec la Braun control, Braun vous fait profiter d'une longue expérience dans l'électronique, bien antérieure à la naissance des calculatrices électroniques de poche.

C'est pourquoi Braun vous la garantit pendant deux ans.



Calculatrice Braun control : le calcul plus sûr.

URBAN

AU CONGRÈS « CIVIL » Les quartiers anciens être des « ghettos »

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

Les maires de France ont discuté des problèmes de l'habitat ancien et des moyens de le rénover. Ils ont souligné l'importance de la participation de la population dans ces opérations.

Le Congrès « CIVIL » a été organisé par l'association des maires de France. Il a réuni des représentants de la municipalité et de la population pour discuter des problèmes de l'habitat ancien.

PIERRE LONGONE

53 MILLIONS DE FRANÇAIS

Qui sont-ils ? Que font-ils ?

« Le manuel de la démographie »
Valeurs actuelles

Pour l'ensemble du pays, mais aussi région par région, des tableaux parlants, des raisonnements sobres et judicieux ; enfin une initiation à la démographie claire, détaillée... et accessible !

104 pages - cartes et illustrations - 22 F
collection « Formation humaine » dirigée par André Conquet

le Centurion

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

Mouvements de grève dans la marine marchande

Les armateurs dénoncent le coût prohibitif des équipages français

Pas plus sur mer qu'à terre, les salariés ne sont prêts à accepter de bon cœur les contraintes du plan Barre. Ainsi les syndicats de marins C.G.T. et C.F.D.T. ont-ils initié leurs adhérents à organiser entre le 20 et le 31 mai des relèves de quarante-huit heures à l'appareillage ou à l'accostage des navires.

Les armateurs protestent contre les insuffisantes augmentations de salaires accordées par le Comité central des armateurs (C.C.A.F.). Ils réclament aussi un système de prestations à cinquante-deux ans et demi (le statut du marin fixe la retraite à cinquante-cinq ans) et un relèvement des pensions.

Ces escarmouches maritimes se produisent à un moment où les armateurs français, face à une concurrence internationale très vive, se montrent de plus en plus préoccupés par le poids des charges d'équipage dans les coûts d'exploitation.

DIFFÉRENCE DES COÛTS JOURNALIERS D'ÉQUIPAGE ENTRE DEUX CARGOS COMPARABLES BRITANNIQUE ET FRANÇAIS (*)

	Navire français	Navire britannique	Différence
Salaires d'embarquement	820	775	145
Logement	485	218	275
Alimentation	150	48	110
Salaires	43	25	28
Sécurité sociale et charges annexes	525	130	395
Salaires et charges	2125	1180	945
Entretien à bord	125	120	5
Expenses totales d'équipage	2250	1300	950

(*) En dollars, pour l'année 1974.

et, par exemple, pour un navire de 15 000 à 20 000 tonnes, le coût, sous pavillon libérien, avec un équipage asiatique est de 700 dollars par jour. Avec un équipage français on atteint 2 250 dollars.

Par rapport aux pavillons européens : Si la France est à 100, le pavillon oserlandais est, en moyenne, à 80, la Norvège à 100, le pavillon suédois à 120, à condition que ces navires soient armés par des marins nationaux.

Volonté des propos (dont un des éléments essentiels est la franchise) qui ne laisseront personne insensible dans les milieux maritimes.

Il constitue des concurrents très dangereux pour les armateurs occidentaux. Pour ce qui est des croisières, le pavillon grec, qui est pourtant l'un des moins chers, se révèle incapable de s'aligner sur les prix soviétiques.

Le Puy. — Les ruines et les bâtiments du grand séminaire du Puy, au pied du rocher Cornille supportant la monumental statue de Notre-Dame de France, constituent un cadre idéal en ce week-end de Pentecôte au congrès de la Fédération internationale « Civitas Nostra » sur le thème : « Des hommes pour réhabiliter les quartiers anciens ».

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, ancien ministre de l'Intérieur, a été l'invité principal de la cérémonie d'ouverture.

Les situations sont variées. Ainsi le coût des charges d'équipage.

Le Puy. — Les ruines et les bâtiments du grand séminaire du Puy, au pied du rocher Cornille supportant la monumental statue de Notre-Dame de France, constituent un cadre idéal en ce week-end de Pentecôte au congrès de la Fédération internationale « Civitas Nostra » sur le thème : « Des hommes pour réhabiliter les quartiers anciens ».

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, ancien ministre de l'Intérieur, a été l'invité principal de la cérémonie d'ouverture.

CIRCULATION

LES MONITEURS D'AUTO-ÉCOLE : des stages de conduite en remplacement des leçons individuelles.

Six cents moniteurs d'auto-école affiliés à la Chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile, réunis en congrès national à Bordeaux jusqu'au lundi 30 mai, ont proposé une modification de l'enseignement de la conduite automobile. Ils envisagent la création de stages durant lesquels seraient pratiqués un enseignement intensif et collectif de la conduite, plus efficace que l'actuel apprentissage sur une longue période en leçons individuelles et permettant, à égalité de prix, de fournir un enseignement de meilleure qualité.

« Nulle part, à l'exception peut-être de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et des Pays-Bas, on ne voit appliquer avec méthode, détermination les principes de la politique nationale de restauration des centres historiques », déclare M. Gérard Bourget, de Fribourg (Suisse), président de cette fédération internationale d'associations de quartier (I.A.Q.).

« L'enjeu de ce grand effort dépasse, en effet, l'engagement, et respectueux soit-il, pour les vieilles pierres, conclut le ministre. Il dépasse ce qui pourrait être qu'une simple mode. Il force à maintenir et à développer une société digne de ce nom, c'est-à-dire une société de dialogue. Par leur diversité même, par la supériorité de l'histoire qui les a fait naître, ces quartiers permettent, en effet, l'échange permanent entre tous les âges et toutes les cultures, et l'on peut bien dire qu'ils sont les seuls à le faire avec dignité ».

RADIO-TÉLÉVISION

VU

« Ciné-Romance »

Walter Mitty, c'est vous, c'est moi. Rares sont ceux qui n'aiment pas rêver, tabuler, s'imaginer autre part, autrement, plus beaux, plus forts, plus riches, plus grands. Qui n'a pas pris l'habitude de rêver ou de rêver à l'arrière-plan, dans le pavillon belge se révélerait plus nombreux que le pavillon français.

pour décoller. Tout leur est prêt à planer. D'autres préfèrent les voyages organisés avec, en guise de dépliant, poétiques, bon marché, les romans-phoies. Rappeler-vous Fallot et son premier film, le Châli blanc, c'est merveilleux, c'est « coïncidence », car l'incarnation va-t'en entre le terre et l'éclaircie, entre l'habituel et l'inattendu.

Candidat belge au prix Louis-Philippe-Kammars 1977 destiné à récompenser la meilleure œuvre cinématographique réalisée par les pays francophones, Jean-Marie Ogerges a eu sa chance. C'était bien vu, bien rendu. On saute sans difficulté — outre style, outre ton — de la réalité à la fiction. Mieux : révéla-t-on les vagissements du bébé, secoués par les arrêts de l'aube, intrigués par des regards de rayon, ôtez par des rencontres de hasard, on partageait la hâte de Viviane à rejoindre Jacqueline et à retrouver la clé des rêves entre les pages de ce magazine spécialisé dans la romance débauchée ou plénis liées.

CLAUDE SARRAUTE.

LUNDI 30 MAI

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. FILM : FRIC-FRAC de R. Lehmann (1930), avec Fernandel, Arletty, M. Simon, H. Robert, M. Vallée, J. Varesco, Andréx IN.). (Rediffusion.)

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (cinéma public) : FORTUNAT, d'A. Joffé (1960), avec M. Morgan, Bourvil, G. Morley, R. Varré, T. Billa, P. Millow, F. Robert IN.). (Rediffusion.)

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes, 21 h. 50. Documentaire : La saga des Français, prod. M. del Castillo. (Fiches de vœux, réal. Simoon Vannier.)

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Contes radiophoniques : « Les Six Parfums », de Jean Lohy, avec J.-M. Parry, R. Brel, E. Legrand, réalisées O. Orvier.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Concertation symphonique : œuvres de Bach et de Haydn, 20 h. 30. Émission de jeu : Schubert, par A. Perchot, C. Brémont, B. Fontana, F. Balraud, A. Tronchet, 21 h. 50. Partitions de Strasbourg : Tchaïkovski, 22 h. 30. Richard Strauss : « Les roses et le pivoine », de A. Capriccio, 23 h. 00. Les derniers lieder, 0 h. 5. Non émis : Iran 1, 2 h. 30. Balade, C. Gervais, F. Couperin, M. de Fella, A. Rossy.

MARDI 31 MAI

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. 30. Programme ininterrompu, avec à 15 h. 30. Les femmes qui font de la cuisine (2e partie) ; à 16 h. 30. Vieilles de la même façon ; à 19 h. 30. Feuilleton : Bonsoir chef.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (western, policiers, aventures) : LE PISTOLET DE LA RIVIERE ROUGE, de R. Thorpe (1965), avec G. Ford, A. Dickinson, Ch. Everett, G. Merrill, (Rediffusion.)

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 55 à 20 h. 30. Programme ininterrompu avec à 16 h. 30. Fenêtre sur... le T'ai-Kuan ; à 19 h. 30. Les dossiers de l'écran : FILM SACCIO ET VANZETTI (1971), de G. Mottaudo, avec R. Cucchiola, G.-M. Volante, C. Cuzak.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Dialogues par R. Pillaudin : « Le crime mondial » ; 21 h. 15. Musique de notre temps, par M. Léon ; 22 h. 30. Entretiens avec Gaston Férrière, par M. Bécant ; 23 h. 00. De la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. « Quatuor hongrois en ut majeur opus 33 » (Haydn) ; « Quatuor op. 4 » (Bartók) ; « Opus 19 n° 5 » (Beethoven) ; 22 h. 30. France-Musique la nuit : R. Lefebvre, par R. Kourilsky ; 0 h. 5. Non émis : Iran 1, 2 h. 30. Balade, C. Gervais, F. Couperin, M. de Fella, A. Rossy.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 30 MAI

— M. Roland Barthes, écrivain, professeur au Collège de France, parlera des intellectuels dans la civilisation contemporaine au cours de la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

ARMÉE

A Villeurbanne

DES JEUNES GENS ONT MANIFESTÉ EN FAVEUR DE L'INSOUMISSION

L'un d'entre eux a été remis aux autorités militaires

Une trentaine de jeunes gens se réclamant du Groupe insoumission ont manifesté samedi 20 mai à Villeurbanne devant l'hôtel de ville, en distribuant des tracts exprimant leur opposition au service national.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

M. Hertz, qui est le spécialiste des questions militaires au parti socialiste, a fait part de son opposition à l'insoumission, mais il a estimé que les statuts d'objection de conscience existant actuellement pourraient être améliorés. Le maire a refusé de faire arrêter.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS : 1. - Vannerie. Boutons d'équipages. 2. - Tableaux ant. et modernes. 3. - Art nouveau, déco. 4. - Art moderne, déco. 5. - Art moderne, déco. 6. - Art moderne, déco. 7. - Art moderne, déco. 8. - Art moderne, déco. 9. - Art moderne, déco. 10. - Art moderne, déco. 11. - Art moderne, déco. 12. - Art moderne, déco. 13. - Art moderne, déco. 14. - Art moderne, déco. 15. - Art moderne, déco. 16. - Art moderne, déco. 17. - Art moderne, déco. 18. - Art moderne, déco. 19. - Art moderne, déco. 20. - Art moderne, déco. 21. - Art moderne, déco. 22. - Art moderne, déco. 23. - Art moderne, déco. 24. - Art moderne, déco. 25. - Art moderne, déco. 26. - Art moderne, déco. 27. - Art moderne, déco. 28. - Art moderne, déco. 29. - Art moderne, déco. 30. - Art moderne, déco. 31. - Art moderne, déco. 32. - Art moderne, déco. 33. - Art moderne, déco. 34. - Art moderne, déco. 35. - Art moderne, déco. 36. - Art moderne, déco. 37. - Art moderne, déco. 38. - Art moderne, déco. 39. - Art moderne, déco. 40. - Art moderne, déco. 41. - Art moderne, déco. 42. - Art moderne, déco. 43. - Art moderne, déco. 44. - Art moderne, déco. 45. - Art moderne, déco. 46. - Art moderne, déco. 47. - Art moderne, déco. 48. - Art moderne, déco. 49. - Art moderne, déco. 50. - Art moderne, déco. 51. - Art moderne, déco. 52. - Art moderne, déco. 53. - Art moderne, déco. 54. - Art moderne, déco. 55. - Art moderne, déco. 56. - Art moderne, déco. 57. - Art moderne, déco. 58. - Art moderne, déco. 59. - Art moderne, déco. 60. - Art moderne, déco. 61. - Art moderne, déco. 62. - Art moderne, déco. 63. - Art moderne, déco. 64. - Art moderne, déco. 65. - Art moderne, déco. 66. - Art moderne, déco. 67. - Art moderne, déco. 68. - Art moderne, déco. 69. - Art moderne, déco. 70. - Art moderne, déco. 71. - Art moderne, déco. 72. - Art moderne, déco. 73. - Art moderne, déco. 74. - Art moderne, déco. 75. - Art moderne, déco. 76. - Art moderne, déco. 77. - Art moderne, déco. 78. - Art moderne, déco. 79. - Art moderne, déco. 80. - Art moderne, déco. 81. - Art moderne, déco. 82. - Art moderne, déco. 83. - Art moderne, déco. 84. - Art moderne, déco. 85. - Art moderne, déco. 86. - Art moderne, déco. 87. - Art moderne, déco. 88. - Art moderne, déco. 89. - Art moderne, déco. 90. - Art moderne, déco. 91. - Art moderne, déco. 92. - Art moderne, déco. 93. - Art moderne, déco. 94. - Art moderne, déco. 95. - Art moderne, déco. 96. - Art moderne, déco. 97. - Art moderne, déco. 98. - Art moderne, déco. 99. - Art moderne, déco. 100. - Art moderne, déco. 101. - Art moderne, déco. 102. - Art moderne, déco. 103. - Art moderne, déco. 104. - Art moderne, déco. 105. - Art moderne, déco. 106. - Art moderne, déco. 107. - Art moderne, déco. 108. - Art moderne, déco. 109. - Art moderne, déco. 110. - Art moderne, déco. 111. - Art moderne, déco. 112. - Art moderne, déco. 113. - Art moderne, déco. 114. - Art moderne, déco. 115. - Art moderne, déco. 116. - Art moderne, déco. 117. - Art moderne, déco. 118. - Art moderne, déco. 119. - Art moderne, déco. 120. - Art moderne, déco. 121. - Art moderne, déco. 122. - Art moderne, déco. 123. - Art moderne, déco. 124. - Art moderne, déco. 125. - Art moderne, déco. 126. - Art moderne, déco. 127. - Art moderne, déco. 128. - Art moderne, déco. 129. - Art moderne, déco. 130. - Art moderne, déco. 131. - Art moderne, déco. 132. - Art moderne, déco. 133. - Art moderne, déco. 134. - Art moderne, déco. 135. - Art moderne, déco. 136. - Art moderne, déco. 137. - Art moderne, déco. 138. - Art moderne, déco. 139. - Art moderne, déco. 140. - Art moderne, déco. 141. - Art moderne, déco. 142. - Art moderne, déco. 143. - Art moderne, déco. 144. - Art moderne, déco. 145. - Art moderne, déco. 146. - Art moderne, déco. 147. - Art moderne, déco. 148. - Art moderne, déco. 149. - Art moderne, déco. 150. - Art moderne, déco. 151. - Art moderne, déco. 152. - Art moderne, déco. 153. - Art moderne, déco. 154. - Art moderne, déco. 155. - Art moderne, déco. 156. - Art moderne, déco. 157. - Art moderne, déco. 158. - Art moderne, déco. 159. - Art moderne, déco. 160. - Art moderne, déco. 161. - Art moderne, déco. 162. - Art moderne, déco. 163. - Art moderne, déco. 164. - Art moderne, déco. 165. - Art moderne, déco. 166. - Art moderne, déco. 167. - Art moderne, déco. 168. - Art moderne, déco. 169. - Art moderne, déco. 170. - Art moderne, déco. 171. - Art moderne, déco. 172. - Art moderne, déco. 173. - Art moderne, déco. 174. - Art moderne, déco. 175. - Art moderne, déco. 176. - Art moderne, déco. 177. - Art moderne, déco. 178. - Art moderne, déco. 179. - Art moderne, déco. 180. - Art moderne, déco. 181. - Art moderne, déco. 182. - Art moderne, déco. 183. - Art moderne, déco. 184. - Art moderne, déco. 185. - Art moderne, déco. 186. - Art moderne, déco. 187. - Art moderne, déco. 188. - Art moderne, déco. 189. - Art moderne, déco. 190. - Art moderne, déco. 191. - Art moderne, déco. 192. - Art moderne, déco. 193. - Art moderne, déco. 194. - Art moderne, déco. 195. - Art moderne, déco. 196. - Art moderne, déco. 197. - Art moderne, déco. 198. - Art moderne, déco. 199. - Art moderne, déco. 200. - Art moderne, déco. 201. - Art moderne, déco. 202. - Art moderne, déco. 203. - Art moderne, déco. 204. - Art moderne, déco. 205. - Art moderne, déco. 206. - Art moderne, déco. 207. - Art moderne, déco. 208. - Art moderne, déco. 209. - Art moderne, déco. 210. - Art moderne, déco. 211. - Art moderne, déco. 212. - Art moderne, déco. 213. - Art moderne, déco. 214. - Art moderne, déco. 215. - Art moderne, déco. 216. - Art moderne, déco. 217. - Art moderne, déco. 218. - Art moderne, déco. 219. - Art moderne, déco. 220. - Art moderne, déco. 221. - Art moderne, déco. 222. - Art moderne, déco. 223. - Art moderne, déco. 224. - Art moderne, déco. 225. - Art moderne, déco. 226. - Art moderne, déco. 227. - Art moderne, déco. 228. - Art moderne, déco. 229. - Art moderne, déco. 230. - Art moderne, déco. 231. - Art moderne, déco. 232. - Art moderne, déco. 233. - Art moderne, déco. 234. - Art moderne, déco. 235. - Art moderne, déco. 236. - Art moderne, déco. 237. - Art moderne, déco. 238. - Art moderne, déco. 239. - Art moderne, déco. 240. - Art moderne, déco. 241. - Art moderne, déco. 242. - Art moderne, déco. 243. - Art moderne, déco. 244. - Art moderne, déco. 245. - Art moderne, déco. 246. - Art moderne, déco. 247. - Art moderne, déco. 248. - Art moderne, déco. 249. - Art moderne, déco. 250. - Art moderne, déco. 251. - Art moderne, déco. 252. - Art moderne, déco. 253. - Art moderne, déco. 254. - Art moderne, déco. 255. - Art moderne, déco. 256. - Art moderne, déco. 257. - Art moderne, déco. 258. - Art moderne, déco. 259. - Art moderne, déco. 260. - Art moderne, déco. 261. - Art moderne, déco. 262. - Art moderne, déco. 263. - Art moderne, déco. 264. - Art moderne, déco. 265. - Art moderne, déco. 266. - Art moderne, déco. 267. - Art moderne, déco. 268. - Art moderne, déco. 269. - Art moderne, déco. 270. - Art moderne, déco. 271. - Art moderne, déco. 272. - Art moderne, déco. 273. - Art moderne, déco. 274. - Art moderne, déco. 275. - Art moderne, déco. 276. - Art moderne, déco. 277. - Art moderne, déco. 278. - Art moderne, déco. 279. - Art moderne, déco. 280. - Art moderne, déco. 281. - Art moderne, déco. 282. - Art moderne, déco. 283. - Art moderne, déco. 284. - Art moderne, déco. 285. - Art moderne, déco. 286. - Art moderne, déco. 287. - Art moderne, déco. 288. - Art moderne, déco. 289. - Art moderne, déco. 290. - Art moderne, déco. 291. - Art moderne, déco. 292. - Art moderne, déco. 293. - Art moderne, déco. 294. - Art moderne, déco. 295. - Art moderne, déco. 296. - Art moderne, déco. 297. - Art moderne, déco. 298. - Art moderne, déco. 299. - Art moderne, déco. 300. - Art moderne, déco. 301. - Art moderne, déco. 302. - Art moderne, déco. 303. - Art moderne, déco. 304. - Art moderne, déco. 305. - Art moderne, déco. 306. - Art moderne, déco. 307. - Art moderne, déco. 308. - Art moderne, déco. 309. - Art moderne, déco. 310. - Art moderne, déco. 311. - Art moderne, déco. 312. - Art moderne, déco. 313. - Art moderne, déco. 314. - Art moderne, déco. 315. - Art moderne, déco. 316. - Art moderne, déco. 317. - Art moderne, déco. 318. - Art moderne, déco. 319. - Art moderne, déco. 320. - Art moderne, déco. 321. - Art moderne, déco. 322. - Art moderne, déco. 323. - Art moderne, déco. 324. - Art moderne, déco. 325. - Art moderne, déco. 326. - Art moderne, déco. 327. - Art moderne, déco. 328. - Art moderne, déco. 329. - Art moderne, déco. 330. - Art moderne, déco. 331. - Art moderne, déco. 332. - Art moderne, déco. 333. - Art moderne, déco. 334. - Art moderne, déco. 335. - Art moderne, déco. 336. - Art moderne, déco. 337. - Art moderne, déco. 338. - Art moderne, déco. 339. - Art moderne, déco. 340. - Art moderne, déco. 341. - Art moderne, déco. 342. - Art moderne, déco. 343. - Art moderne, déco. 344. - Art moderne, déco. 345. - Art moderne, déco. 346. - Art moderne, déco. 347. - Art moderne, déco. 348. - Art moderne, déco. 349. - Art moderne, déco. 350. - Art moderne, déco. 351. - Art moderne, déco. 352. - Art moderne, déco. 353. - Art moderne, déco. 354. - Art moderne, déco. 355. - Art moderne, déco. 356. - Art moderne, déco. 357. - Art moderne, déco. 358. - Art moderne, déco. 359. - Art moderne, déco. 360. - Art moderne, déco. 361. - Art moderne, déco. 362. - Art moderne, déco. 363. - Art moderne, déco. 364. - Art moderne, déco. 365. - Art moderne, déco. 366. - Art moderne, déco. 367. - Art moderne, déco. 368. - Art moderne, déco. 369. - Art moderne, déco. 370. - Art moderne, déco. 371. - Art moderne, déco. 372. - Art moderne, déco. 373. - Art moderne, déco. 374. - Art moderne, déco. 375. - Art moderne, déco. 376. - Art moderne, déco. 377. - Art moderne, déco. 378. - Art moderne, déco. 379. - Art moderne, déco. 380. - Art moderne, déco. 381. - Art moderne, déco. 382. - Art moderne, déco. 383. - Art moderne, déco. 384. - Art moderne, déco. 385. - Art moderne, déco. 386. - Art moderne, déco. 387. - Art moderne, déco. 388. - Art moderne, déco. 389. - Art moderne, déco. 390. - Art moderne, déco. 391. - Art moderne, déco. 392. - Art moderne, déco. 393. - Art moderne, déco. 394. - Art moderne, déco. 395. - Art moderne, déco. 396. - Art moderne, déco. 397. - Art moderne, déco. 398. - Art moderne, déco. 399. - Art moderne, déco. 400. - Art moderne, déco. 401. - Art moderne, déco. 402. - Art moderne, déco. 403. - Art moderne, déco. 404. - Art moderne, déco. 405. - Art moderne, déco. 406. - Art moderne, déco. 407. - Art moderne, déco. 408. - Art moderne, déco. 409. - Art moderne, déco. 410. - Art moderne, déco. 411. - Art moderne, déco. 412. - Art moderne, déco. 413. - Art moderne, déco. 414. - Art moderne, déco. 415. - Art moderne, déco. 416. - Art moderne, déco. 417. - Art moderne, déco. 418. - Art moderne, déco. 419. - Art moderne, déco. 420. - Art moderne, déco. 421. - Art moderne, déco. 422. - Art moderne, déco. 423. - Art moderne, déco. 424. - Art moderne, déco. 425. - Art moderne, déco. 426. - Art moderne, déco. 427. - Art moderne, déco. 428. - Art moderne, déco. 429. - Art moderne, déco. 430. - Art moderne, déco. 431. - Art moderne, déco. 432. - Art moderne, déco. 433. - Art moderne, déco. 434. - Art moderne, déco. 435. - Art moderne, déco. 436. - Art moderne, déco. 437. - Art moderne, déco. 438. - Art moderne, déco. 439. - Art moderne, déco. 440. - Art moderne, déco. 441. - Art moderne, déco. 442. - Art moderne, déco. 443. - Art moderne, déco. 444. - Art moderne, déco. 445. - Art moderne, déco. 446. - Art moderne, déco. 447. - Art moderne, déco. 448. - Art moderne, déco. 449. - Art moderne, déco. 450. - Art moderne, déco. 451. - Art moderne, déco. 452. - Art moderne, déco. 453. - Art moderne, déco. 454. - Art moderne, déco. 455. - Art moderne, déco. 456. - Art moderne, déco. 457. - Art moderne, déco. 458. - Art moderne, déco. 459. - Art moderne, déco. 460. - Art moderne, déco. 461. - Art moderne, déco. 462. - Art moderne, déco. 463. - Art moderne, déco. 464. - Art moderne, déco. 465. - Art moderne, déco. 466. - Art moderne, déco. 467. - Art moderne, déco. 468. - Art moderne, déco. 469. - Art moderne, déco. 470. - Art moderne, déco. 471. - Art moderne, déco. 472. - Art moderne, déco. 473. - Art moderne, déco. 474. - Art moderne, déco. 475. - Art moderne, déco. 476. - Art moderne, déco. 477. - Art moderne, déco. 478. - Art moderne, déco. 479. - Art moderne, déco. 480. - Art moderne, déco. 481. - Art moderne, déco. 482. - Art moderne, déco. 483. - Art moderne, déco. 484. - Art moderne, déco. 485. - Art moderne, déco. 486. - Art moderne, déco. 487. - Art moderne, déco. 488. - Art moderne, déco. 489. - Art moderne, déco. 490. - Art moderne, déco. 491. - Art moderne, déco. 492. - Art moderne, déco. 493. - Art moderne, déco. 494. - Art moderne, déco. 495. - Art moderne, déco. 496. - Art moderne, déco. 497. - Art moderne, déco. 498. - Art moderne, déco. 499. - Art moderne, déco. 500. - Art moderne, déco. 501. - Art moderne, déco. 502. - Art moderne, déco. 503. - Art moderne, déco. 504. - Art moderne, déco. 505. - Art moderne, déco. 506. - Art moderne, déco. 507. - Art moderne, déco. 508. - Art moderne, déco. 509. - Art moderne, déco. 510. - Art moderne, déco. 511. - Art moderne, déco. 512. - Art moderne, déco. 513. - Art moderne, déco. 514. - Art moderne, déco. 515. - Art moderne, déco. 516. - Art moderne, déco. 517. - Art moderne, déco. 518. - Art moderne, déco. 519. - Art moderne, déco. 520. - Art moderne, déco. 521. - Art moderne, déco. 522. - Art moderne, déco. 523. - Art moderne, déco. 524. - Art moderne, déco. 525. - Art moderne, déco. 526. - Art moderne, déco. 527. - Art moderne, déco. 528. - Art moderne, déco. 529. - Art moderne, déco. 530. - Art moderne, déco. 531. - Art moderne, déco. 532. - Art moderne, déco. 533. - Art moderne, déco. 534. - Art moderne, déco. 535. - Art moderne, déco. 536. - Art moderne, déco. 537. - Art moderne, déco. 538. - Art moderne, déco. 539. - Art moderne, déco. 540. - Art moderne, déco. 541. - Art moderne, déco. 542. - Art moderne, déco. 543. - Art moderne, déco. 544. - Art moderne, déco. 545. - Art moderne, déco. 546. - Art moderne, déco. 547. - Art moderne, déco. 548. - Art moderne, déco. 549. - Art moderne, déco. 550. - Art moderne, déco. 551. - Art moderne, déco. 552. - Art moderne, déco. 553. - Art moderne, déco. 554. - Art moderne, déco. 555. - Art moderne, déco. 556. - Art moderne, déco. 557. - Art moderne, déco. 558. - Art moderne, déco. 559. - Art moderne, déco. 560. - Art moderne, déco. 561. - Art moderne, déco. 562. - Art moderne, déco. 563. - Art moderne, déco. 564. - Art moderne, déco. 565. - Art moderne, déco. 566. - Art moderne, déco. 567. - Art moderne, déco. 568. - Art moderne, déco. 569. - Art moderne, déco. 570. - Art moderne, déco. 571. - Art moderne, déco. 572. - Art moderne, déco. 573. - Art moderne, déco. 574. - Art moderne, déco. 575. - Art moderne, déco. 576. - Art moderne, déco. 577. - Art moderne, déco. 578. - Art moderne, déco. 579. - Art moderne, déco. 580. - Art moderne, déco. 581. - Art moderne, déco. 582. - Art moderne, déco. 583. - Art moderne, déco. 584. - Art moderne, déco. 585. - Art moderne, déco. 586. - Art moderne, déco. 587. - Art moderne, déco. 588. - Art moderne, déco. 589. - Art moderne, déco. 590. - Art moderne, déco. 591. - Art moderne, déco. 592. - Art moderne, déco. 593. - Art moderne, déco. 594. - Art moderne, déco. 595. - Art moderne, déco. 596. - Art moderne, déco. 597. - Art moderne, déco. 598. - Art moderne, déco. 599. - Art moderne, déco. 600. - Art moderne, déco. 601. - Art moderne, déco. 602. - Art moderne, déco. 603. - Art moderne, déco. 604. - Art moderne, déco. 605. - Art moderne, déco. 606. - Art moderne, déco. 607. - Art moderne, déco. 608. - Art moderne, déco. 609. - Art moderne, déco. 610. - Art moderne, déco. 611. - Art moderne, déco. 612. - Art moderne, déco. 613. - Art moderne, déco. 614. - Art moderne, déco. 615. - Art moderne, déco. 616. - Art moderne, déco. 617. - Art moderne, déco. 618. - Art moderne, déco. 619. - Art moderne, déco. 620. - Art moderne, déco. 621. - Art moderne, déco. 622. - Art moderne, déco. 623. - Art moderne, déco. 624. - Art moderne, déco. 625. - Art moderne, déco. 626. - Art moderne, déco. 627. - Art moderne, déco. 628. - Art moderne, déco. 629. - Art moderne, déco. 630. - Art moderne, déco. 631. - Art moderne, déco. 632. - Art moderne, déco. 633. - Art moderne, déco. 634. - Art moderne, déco. 635. - Art moderne, déco. 636. - Art moderne, déco. 637. - Art moderne, déco. 638. - Art moderne, déco. 639. - Art moderne, déco. 640. - Art moderne, déco. 641. - Art moderne, déco. 642. - Art moderne, déco. 643. - Art moderne, déco. 644. - Art moderne, déco. 645. - Art moderne, déco. 64

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE DIALOGUE NORD-SUD

D'importants désaccords subsistent entre pays riches et pauvres

(Suite de la première page)

Il s'engageraient à le négocier à partir du mois de novembre prochain au sein de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur l'économie et le développement) à Genève. Le progrès est certain par rapport à la question CNUCED, qui s'est tenue à Nairobi en mai 1976. A cette époque, les Américains, les Allemands, les Japonais et les Britanniques n'avaient accepté aucune première négociation sur la question d'un fonds commun qu'avec des réserves formelles. Ces réserves viennent de disparaître.

En revanche, les pays industrialisés ne veulent pas entrer dans le détail ni de ce fonds commun ni du programme intégré des produits de base. Leurs vues restent très opposées à celles des pays en voie de développement. Ce dernier voudrait que le programme intégré comprenne toutes les matières premières, ou tout au moins la plupart. Les pays industrialisés ne sont disposés à conclure des accords particuliers de stabilisation que sur cinq ou six d'entre elles. En outre, l'échec récent sur le sucre ne paraît guère rassurer aux pays en voie de développement pour l'avenir de ces accords.

Quant au fonds commun pour le financement des stocks réguliers des matières premières ayant fait l'objet d'un accord, les pays en voie de développement demandent un large financement par des crédits d'un montant d'environ 6 milliards de dollars, alors que les pays industrialisés proposent que ce financement soit assuré par le fonctionnement des mécanismes réguliers eux-mêmes, les matières premières dont le cours est élevé payant en avance les matières premières dont le cours est bas.

Quant à un système global de stabilisation des recettes d'exportation des pays en développement, le détail ni de ce fonds commun ni du programme intégré des produits de base. Leurs vues restent très opposées à celles des pays en voie de développement. Ce dernier voudrait que le programme intégré comprenne toutes les matières premières, ou tout au moins la plupart. Les pays industrialisés ne sont disposés à conclure des accords particuliers de stabilisation que sur cinq ou six d'entre elles. En outre, l'échec récent sur le sucre ne paraît guère rassurer aux pays en voie de développement pour l'avenir de ces accords.

En revanche, les pays industrialisés ne veulent pas entrer dans le détail ni de ce fonds commun ni du programme intégré des produits de base. Leurs vues restent très opposées à celles des pays en voie de développement. Ce dernier voudrait que le programme intégré comprenne toutes les matières premières, ou tout au moins la plupart. Les pays industrialisés ne sont disposés à conclure des accords particuliers de stabilisation que sur cinq ou six d'entre elles. En outre, l'échec récent sur le sucre ne paraît guère rassurer aux pays en voie de développement pour l'avenir de ces accords.

En revanche, les pays industrialisés ne veulent pas entrer dans le détail ni de ce fonds commun ni du programme intégré des produits de base. Leurs vues restent très opposées à celles des pays en voie de développement. Ce dernier voudrait que le programme intégré comprenne toutes les matières premières, ou tout au moins la plupart. Les pays industrialisés ne sont disposés à conclure des accords particuliers de stabilisation que sur cinq ou six d'entre elles. En outre, l'échec récent sur le sucre ne paraît guère rassurer aux pays en voie de développement pour l'avenir de ces accords.

Les chefs de délégation

Voici, dans l'ordre alphabétique, les noms des chefs de délégation, qui sont pour la plupart ministres des affaires étrangères (dans le cas contraire, leur titre est indiqué entre parenthèses) :

Algérie : M. Abdelaziz Bouteflika.
Arabie Saoudite : M. Ahmad Fathi Yamani (ministre du pétrole).
Argentine : M. Thomas Joaquín de Anchorena (ambassadeur à Paris).
Australie : M. Andrew S. Peacock.
Brésil : M. Antonio Francisco Azeredo da Silveira (ministre des relations extérieures).
Cameroun : M. Marcel Yondo (ministre des finances).
Canada : M. Allan Rock (secrétaire d'État).
C.E.E. : M. Guy Deleury (ministre des affaires économiques).
Espagne : M. Marcelino Oreja Aguirre.
États-Unis : M. Cyrus Vance (secrétaire d'État).
Inde : M. Atal Behari Vajpayee.
Indonésie : M. Widjojo Nitisastro (ministre pour les affaires économiques).
Irak : M. Tayeb Abdul Karim (ministre du pétrole).

ALGER : on s'achemine vers un échec

De notre correspondant

Alger — Dans une longue analyse, publiée dimanche 27 mai, des travaux préparatoires du dialogue Nord-Sud, la veille de la réunion ministérielle de Paris, l'Agence algérienne de presse (A.P.S.) dresse un bilan très négatif. Elle estime que les négociations entre les pays développés et les pays en voie de développement ont été marquées par un échec relatif. Elle rappelle que les pays développés ont refusé de signer un accord de coopération économique et commerciale, et qu'ils ont refusé de signer un accord de coopération économique et commerciale. Elle estime que les négociations ont été marquées par un échec relatif.

Un message du président Carter au chef de l'Etat algérien

Ce pessimisme affiché par l'A.P.S. est pourtant quelque peu tempéré par la diffusion à une heure d'intervalle d'une lettre du président Carter au chef de l'Etat algérien. Dans cette lettre, le président américain affirme que les États-Unis sont prêts à « donner un nouvel élan politique aux travaux de Genève sur les produits industriels et sur un fonds commun, l'énergie, où il nous faudra décider de la manière

laquelle nous pourrions le faire. Elle estime que les négociations ont été marquées par un échec relatif. Elle rappelle que les pays développés ont refusé de signer un accord de coopération économique et commerciale, et qu'ils ont refusé de signer un accord de coopération économique et commerciale. Elle estime que les négociations ont été marquées par un échec relatif.

laquelle nous pourrions le faire. Elle estime que les négociations ont été marquées par un échec relatif. Elle rappelle que les pays développés ont refusé de signer un accord de coopération économique et commerciale, et qu'ils ont refusé de signer un accord de coopération économique et commerciale. Elle estime que les négociations ont été marquées par un échec relatif.

PAUL VI : il est urgent de trouver des solutions générales et justes.

Cité du Vatican (A.F.P.). — Paul VI a souligné, dimanche 28 mai, qu'« un accord de coopération économique » a été trouvé « avec réalisme » au dialogue Nord-Sud de Paris. Dans un message diffusé par la salle de presse du Vatican, le pape exprime son espoir en des résultats concrets et souhaite que les pays riches « soient disposés à partager leurs biens et leurs connaissances avec les pays moins favorisés ». Il est d'autant plus urgent, déclare-t-il, de trouver des solutions générales et justes que la crise économique « frappe de plus en plus les hommes et les femmes de ce monde ».

Les salaires

UNE NOUVELLE FÉDÉRATION DES TRANSPORTS A LA C.F.D.T.

Quatre fédérations C.F.D.T. — celle des cheminots, des gens de mer, des transports de l'habitat et de l'équipement — ont décidé de se regrouper en une seule organisation, la Fédération générale des transports et de l'équipement (F.G.T.E.). Cette fusion, adoptée lors d'un congrès constitutif, le 27 mai, par 87 % des mandats (85 % contre 12 % d'abstentions), intéresse 60 000 syndiqués. La nouvelle fédération F.G.T.E. devient, par son importance, la quatrième organisation de la C.F.D.T. après celles de la métallurgie, de la santé et du S.G.E.N.

Il est vrai que plusieurs d'entre eux ont été très loin de compte : à commencer par les États-Unis qui ne consacrent que 0,23 % à l'aide non liée. La France elle-même, qui se targue de consacrer 0,60 % de son P.N.B. à l'aide publique, n'en consacre en réalité que 0,40 % comme l'Allemagne, puisque sur cette somme, le tiers soit 0,20 % de son P.N.B. — va aux DOM-TOM qui dépendent d'elle.

Il est vrai que les ministres des « huit » vont proposer lors de la conférence un programme spécial d'action d'un milliard de dollars d'aide supplémentaire destinée aux pays en développement les plus en difficulté. Ce programme serait couvert à raison de 380 millions pour la communauté européenne, 380 millions pour les États-Unis et 240 millions pour les autres pays industrialisés.

Les pays en développement, en outre, reconnaissent que cet effort est substantiel et méritoire. S'il est fait, ils n'en sont pas satisfaits. Ils n'en ont pas assez par rapport à l'ampleur de leurs besoins.

Les « huit » proposent encore que l'endettement des pays en développement soit limité à 10 % de leur P.N.B. et que les pays développés soient confrontés à leurs créanciers soit remplacés par un organisme neutre, émanant par exemple de la Banque mondiale. Ce qui paraît tout à fait insuffisant aux intéressés.

JEAN SCHWOBEL.

SYNDICATS

LE SMIC EST PORTÉ À 9.34 F L'HEURE A COMPTER DU 1^{er} JUIN

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) est majoré de 2,2 % et passe de 9,14 francs l'heure, qui était son taux depuis le 1^{er} avril, à 9,34 francs à compter du 1^{er} juin, ce qui représente environ 162 francs par mois pour quarante heures de travail hebdomadaire. Par rapport au 1^{er} avril 1976, le SMIC a donc augmenté de 15,6 %, due essentiellement au fort relèvement du pouvoir d'achat intervenu le 1^{er} juillet dernier. Le SMIC, qui était à 8,91 francs le 1^{er} décembre 1976, a évolué au cours des six derniers mois de la même façon que les prix : son augmentation a été de 4,5 % pour une hausse de l'indice des prix de 4,4 %. Un relèvement du pouvoir d'achat du SMIC doit intervenir le 1^{er} juillet prochain.

Le minimum garanti qui sert de base au calcul de nombreuses prestations sociales passe de 6,65 francs à 6,93 francs à compter du 1^{er} juin. Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, le salaire minimum est porté à 22,50 francs par semaine, soit quarante heures de travail et à 22,50 francs dans le département de la Réunion.

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

Aux Ateliers de Montmorency à Châteaufort (Seine-et-Marne), les cent dix-sept salariés veulent opposer à une éventuelle aureole de l'établissement. Mise en liquidation le 31 mars 1976, l'usine métallurgique a été achetée, le 23 mai, par une société de mécanique qui prévoit un plan de reprise avec réembauche de quarante à cinquante personnes en trois ans. Selon la formule des ventes aux enchères, le nouveau propriétaire peut se présenter durant une période de dix jours et les salariés craignent qu'un candidat ne se présente sans solution industrielle. — (Corresp.)

Aux établissements de confection Muguet (110 salariés), à Combre (Loire), la direction a engagé une procédure de licenciement contre une déléguée C.F.D.T. pour « incompatibilité d'humeur ». Licenciée une première fois, puis réintégrée après intervention de l'inspection du travail, la déléguée doit affronter l'opposition d'une partie du personnel qui, après la création d'un syndicat autonome, a débrayé le lundi 23 mai, pour réclamer son licenciement.

SALAIRES

UNE NOUVELLE FÉDÉRATION DES TRANSPORTS A LA C.F.D.T.

Quatre fédérations C.F.D.T. — celle des cheminots, des gens de mer, des transports de l'habitat et de l'équipement — ont décidé de se regrouper en une seule organisation, la Fédération générale des transports et de l'équipement (F.G.T.E.). Cette fusion, adoptée lors d'un congrès constitutif, le 27 mai, par 87 % des mandats (85 % contre 12 % d'abstentions), intéresse 60 000 syndiqués. La nouvelle fédération F.G.T.E. devient, par son importance, la quatrième organisation de la C.F.D.T. après celles de la métallurgie, de la santé et du S.G.E.N.

Il est vrai que plusieurs d'entre eux ont été très loin de compte : à commencer par les États-Unis qui ne consacrent que 0,23 % à l'aide non liée. La France elle-même, qui se targue de consacrer 0,60 % de son P.N.B. à l'aide publique, n'en consacre en réalité que 0,40 % comme l'Allemagne, puisque sur cette somme, le tiers soit 0,20 % de son P.N.B. — va aux DOM-TOM qui dépendent d'elle.

Il est vrai que les ministres des « huit » vont proposer lors de la conférence un programme spécial d'action d'un milliard de dollars d'aide supplémentaire destinée aux pays en développement les plus en difficulté. Ce programme serait couvert à raison de 380 millions pour la communauté européenne, 380 millions pour les États-Unis et 240 millions pour les autres pays industrialisés.

AGRICULTURE

28 846 agriculteurs ont payé l'impôt dégrèvement

Résumé de la situation agricole en France. M. Raymond Barre dans une réponse à une question écrite de M. Le Pen, député socialiste du Finistère. Les recettes de ces agriculteurs pour l'année fiscale 1974-1975 dépassaient 800 000 F. Les dégrèvements les plus importants, c'est-à-dire ceux du nombre d'agriculteurs concernés par cet impôt, sont le plus élevés, dans l'ordre, la Marne, l'Aisne, la Finistère, la Somme, la Seine-et-Marne, l'Eure-et-Loire et l'Oise. L'impôt, les moins « riches » sont la Loire (aucun agriculteur n'y acquitte le superimpôt), la Cantal et la Haute-Loire.

PHILIPPE PONS.

EUROPE

Les relations C.E.E.-Japon s'améliorent

Le problème posé par le déséquilibre des échanges reste cependant entier

De notre correspondant

Tokyo — Après avoir traversé une phase de tension, la fin de 1976 et au début de cette année, les relations entre la C.E.E. et le Japon se sont un peu améliorées. La contre-offensive menée par les Japonais pour persister dans leur politique de protectionnisme n'est pas toujours fondée sur des arguments portés de fruits. Il est vrai que Tokyo a fait des efforts pour restreindre ses exportations vers la C.E.E. et a accepté de réduire ses importations de produits européens.

Dans l'immédiat on ne peut parler que de meilleure compréhension mutuelle, car aucun changement de situation n'est perceptible. Le déséquilibre des échanges entre la C.E.E. et le Japon ne s'est pas amélioré, mais s'est accru. La question est de savoir s'il s'agit d'un simple répit ou si l'on assiste bel et bien à un véritable changement de politique.

Dans l'immédiat on ne peut parler que de meilleure compréhension mutuelle, car aucun changement de situation n'est perceptible. Le déséquilibre des échanges entre la C.E.E. et le Japon ne s'est pas amélioré, mais s'est accru. La question est de savoir s'il s'agit d'un simple répit ou si l'on assiste bel et bien à un véritable changement de politique.

Dans l'immédiat on ne peut parler que de meilleure compréhension mutuelle, car aucun changement de situation n'est perceptible. Le déséquilibre des échanges entre la C.E.E. et le Japon ne s'est pas amélioré, mais s'est accru. La question est de savoir s'il s'agit d'un simple répit ou si l'on assiste bel et bien à un véritable changement de politique.

Dans l'immédiat on ne peut parler que de meilleure compréhension mutuelle, car aucun changement de situation n'est perceptible. Le déséquilibre des échanges entre la C.E.E. et le Japon ne s'est pas amélioré, mais s'est accru. La question est de savoir s'il s'agit d'un simple répit ou si l'on assiste bel et bien à un véritable changement de politique.

Dans l'immédiat on ne peut parler que de meilleure compréhension mutuelle, car aucun changement de situation n'est perceptible. Le déséquilibre des échanges entre la C.E.E. et le Japon ne s'est pas amélioré, mais s'est accru. La question est de savoir s'il s'agit d'un simple répit ou si l'on assiste bel et bien à un véritable changement de politique.

Dans l'immédiat on ne peut parler que de meilleure compréhension mutuelle, car aucun changement de situation n'est perceptible. Le déséquilibre des échanges entre la C.E.E. et le Japon ne s'est pas amélioré, mais s'est accru. La question est de savoir s'il s'agit d'un simple répit ou si l'on assiste bel et bien à un véritable changement de politique.

A L'ÉTRANGER

Un million et demi de chômeurs en Italie

De notre correspondant

Rome — L'Institut national de statistique (I.N.S.T.A.T.) vient de reconnaître que l'Italie compte près d'un million et demi de chômeurs et non pas sept cent mille, comme il affirmait jusqu'à présent. C'est un nouveau mode de calcul, plus réaliste, qui a conduit à ce chiffre proche de l'évaluation des syndicats. Mettant fin à la polémique sur le nombre des disoccupés, il relance, en revanche, le débat sur les causes du chômage et sur les moyens d'y remédier.

Selon l'I.N.S.T.A.T., l'Italie comptait en janvier dernier 1 499 000 chômeurs : 72,2 % d'entre eux étaient âgés de moins de vingt ans et, parmi ces derniers, plus d'un tiers possédait un diplôme d'études secondaires. Les statistiques officielles montrent aussi que la moitié des chômeurs avaient recouru à chercher un emploi, ne se déclarant plus aux bureaux compétents et ne répondant plus aux petites annonces. Autre chiffre préoccupant : sur les vingt millions de travailleurs étrangers l'Italie n'en est guère que dix millions. Les autres sont allés chercher du travail ailleurs.

Un million d'entre eux de la région, affirme-t-elle, ne parviennent pas à trouver de la main-d'œuvre. En désespoir de cause, certains font appel à des travailleurs étrangers. L'Italie ne s'est guère payée ce luxe jusqu'à présent : c'est le seul grand pays du Marché commun qui exporte de la main-d'œuvre au lieu d'en importer. Les « immigrés » les plus nombreux du Sud, citoyens à part entière, s'alignent sur l'Allemagne et la France, les Italiens commencent à aller chercher du travail à l'étranger.

On relève enfin que l'industrie (sept millions et demi de personnes) est largement dépassée par le secteur tertiaire (neuf millions).

Les syndicats ne sont pas entièrement satisfaits des calculs de l'I.N.S.T.A.T. Le mois de janvier, remarquent-ils, était une période de reprise économique. La situation de l'emploi n'a pu que se dégrader depuis lors et le pire n'est pas encore arrivé. Dénonçant l'attitude des industriels et de l'État, reprochant aux partis politiques de ne pas se soucier suffisamment du chômage, ils entendent être consultés sur leur qualité, leur quantité, et leur localisation.

Les représentants du patronat voient, eux aussi, dans les chiffres de l'I.N.S.T.A.T. une confirmation de leurs thèses. A savoir que trop d'avantages ont été obtenus par les salariés depuis dix ou quinze ans, tant en matière de revenus que de garantie de l'emploi. On aurait ainsi asphyxié progressivement les entreprises, diminué leur compétitivité internationale et multiplié le nombre des chômeurs.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

Un appel instigé vient cependant d'être lancé par l'Association des industriels du Piémont.

LOGEMENT

Un semblant de réforme pour réduire les inégalités fiscales

De notre correspondant

Paris — L'Assemblée nationale vient d'adopter une loi relative à la fiscalité du logement. Cette loi, qui est la première d'une série de réformes fiscales, vise à réduire les inégalités fiscales entre les différents types de logements. Elle prévoit notamment une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

La loi prévoit également une réduction de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements sociaux et une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les propriétaires de logements de luxe.

ÉNERGIE

La Commission européenne propose des mesures pour réduire le gaspillage

De notre correspondant

Bruxelles — La Commission européenne propose des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie. Elle estime que les consommateurs européens gaspillent chaque année 10 milliards de francs d'énergie. Elle propose donc des mesures pour réduire ce gaspillage, notamment en encourageant l'isolation des bâtiments et en encourageant l'utilisation d'énergie renouvelable.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

La Commission propose également des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie.

AUTOMOBILE

En Grande-Bretagne

CHRYSLER A PERDU 8,2 MILLIONS DE LIVRES DURANT LE PREMIER TRIMESTRE

De notre correspondant

London — Le groupe Chrysler a perdu 8,2 millions de livres sterling durant le premier trimestre 1977. Cette perte est due à une augmentation des coûts de production et à une diminution des ventes.

Le groupe Chrysler a perdu 8,2 millions de livres sterling

Le Monde

APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DU 27 MAI

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
3. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT
5. AFRIQUE
6. ASIE
7. AMÉRIQUES
8. DÉFENSE
9. POLITIQUE
10. ÉDUCATION
11. LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES
12. POINT DE VUE
13. RELIGION
14. FAITS DIVERS
15. JUSTICE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 9 A 12

- Croissance et égalité, par Pascal Salin.
- Un double secteur pour lutter contre le chômage, par François Reuter.
- La rente foncière, frein au développement.
- Les causes d'allocations familiales ne font pas qu'envoyer des chèques.

13. SPORTS

- RUGBY : la victoire de Béziers sur Perpignan en finale du championnat de France.
- La remonte foncière, frein au développement.
- Les causes d'allocations familiales ne font pas qu'envoyer des chèques.

14. EN LE-DE-FRANCE

- Deux points de vue : « La paix au Maroc ? », par Philippe Mithouard ; « Quatre roues contre deux », par Michel Delore.

15. ÉQUIPEMENT

- TRANSPORTS : mouvements de grève dans la marine marchande ; les omniabus démontrent le coût des équipements français.

16-17. ARTS ET SPECTACLES

- Musique de chambre à Evian.
- THÉÂTRE : la nuit de succès de Cendrillon.

18-19. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- La politique familiale à la dérive (II), par Jean-Jacques Dupuy.
- LOGEMENT : un semblant de loi ne peut réduire les inégalités fiscales.
- ÉTRANGER : un million et demi de chômeurs en Italie.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (15) : Aujourd'hui (7) ; Caravel (7) ; Journal officiel (7) ; Météo (7) ; Mots croisés (7).

Le numéro du Monde daté 29-30 mai 1977 a été tiré à 461 445 exemplaires.

Un diplôme apprécié des entreprises :

Le B.T.S. TRADUCTEUR COMMERCIAL

(anglais, allemand, espagnol, italien, russe)

LANGUES & AFFAIRES, établissement d'enseignement privé à distance, vous préparez parfaitement, chez vous, sans que vous ayez à modifier vos occupations actuelles. Cours sur 12 mois en moyenne + stage oral complémentaire (facultatif) à Paris-Lesclap. Aucun diplôme exigé, mais pratique usuelle de la langue indispensable. Brevets intermédiaires de naturopathie (médecine pour débutants). Inscriptions toute l'année. Possibilité de prise en charge par les entreprises des frais d'inscription au titre de la loi sur le P.C. Doc gratuite n° 1888 à LANGUES & AFFAIRES, 25, rue Collette, 92010 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

A B C D E F G

Les autorités angolaises affirment avoir rétabli l'ordre sans l'aide des Cubains

Après la tentative de coup d'État du vendredi 27 mai, le calme est revenu à Luanda, où des militaires et des policiers fouillaient dimanche les véhicules et les passants, et où le palais présidentiel restait fortement protégé, notamment par des blindés, rapporte le correspondant de l'agence Tanyong. L'aéroport a été ouvert. De source privée, nous apprenons que deux cents morts auraient déjà été décomptés. Les autorités de Luanda, affirmant, en outre, que les Cubains n'ont joué aucun rôle pour les aider à reprendre le contrôle de la situation. Le Journal de Angola écrit dimanche : « Ce qui s'est passé vendredi à Luanda est une tentative de coup d'État réactionnaire. Les rebelles voulaient prendre le pouvoir par la force, ils considéraient le M.P.L.A. Nito Alves, aveuglé par l'ambition, voulait remplacer notre président bien-aimé António Neto. »

De son côté, le chef de l'État angolais, s'adressant samedi soir à ses compatriotes, a annoncé que six hauts responsables avaient été assassinés (voir encadré ci-contre). Durant tout l'après-midi de samedi, Radio-Luanda a diffusé des chants et de la musique révolutionnaires entrecoupés de slogans dénonçant « Nito Alves et José Tavares », chefs d'un groupe d'aventuriers réactionnaires qui ont tenté un coup d'État. »

Le radio a également accusé ce groupe d'être constitué par des éléments internes du F.N.L.A. de l'UNITA et affirmé que « la révolution serait justifiée ». Enfin, le radio national angolais, citant des communiqués de l'état-major des forces armées et du corps de la police populaire, a rappelé que le couvre-feu instauré à Luanda restait en vigueur ainsi que les limitations de circulation dans la ville.

Certains des participants à la tentative de coup de force ont été pris et leur sort sera bientôt rendu public, a annoncé le président Neto, qui, selon le correspondant de Tanyong, a affirmé : « Nous n'allons pas perdre du temps avec des procès, car ce ne serait pas justifié devant leur conduite aussi étonnante. Les procédures les plus courtes, nous prendrions des décisions conformes à la loi révolutionnaire. » Le chef de l'État a ajouté qu'il fallait « retrouver la plus vite possible Neto Alves et José Tavares, ceux qui ont tué des dirigeants du M.P.L.A. doivent payer. »

Le commandant Paulo da Silva, membre du comité central du M.P.L.A. de l'état-major général et du conseil de la révolution ; le commandant Eugénio da Costa, membre du comité central du M.P.L.A. de l'état-major général et du conseil de la révolution ; le major Sayd Mingas, ministre des Finances, membre du comité central et du conseil de la révolution ; le commandant Manuel Gonçalves, membre de l'état-major général et du conseil de la révolution ; le commandant José Dória, membre de l'état-major général et du conseil de la révolution ; le commandant Esder Neto, membre de la TISA (police politique).

En Égypte

Le président Sadate est sceptique sur la prochaine rencontre des chefs des diplomates égyptienne et soviétique.

Le Caire (A.F.P.). — Le président Anouar el Sadate a émis des doutes dimanche 29 mai sur la tenue de la prochaine réunion du Comité des chefs des diplomates égyptienne et soviétique. Le président a déclaré : « Jusqu'à présent, je ne suis pas sûr que cette rencontre aura lieu ou non. » a en effet déclaré M. Sadate, au cours d'une conférence de presse. Le Président égyptien a souligné qu'aucun accord n'était encore intervenu sur le lieu de la réunion. « Les Soviétiques et l'Égypte ont proposé que cette réunion se tienne à Moscou, mais nous avons refusé. » Le président Sadate a, d'autre part, insisté sur le fait qu'il ne faut pas espérer des résultats spectaculaires d'une telle rencontre et s'est montré sceptique quant à la reprise des pourparlers d'armes soviétiques à l'Égypte. Après un embargo sur les armes qui dure depuis près de quatre ans, a-t-il dit, nous ne pouvons pas nous attendre à l'ouverture soudaine des portes des dépôts soviétiques. »

Le président Sadate a, par ailleurs, annoncé que l'Égypte allait réclamer à Israël deux milliards 100 millions de dollars à titre de compensation pour le pétrole du Sinaï exploité pendant les huit ans d'occupation des principaux puits à l'est du canal de Suez. « Nous avons compté, a-t-il déclaré, chaque goutte du pétrole du Sinaï exploité pendant les huit ans d'occupation des principaux puits à l'est du canal de Suez. »

L'annonce d'une rencontre entre les chefs des diplomates égyptienne et soviétique avait été faite le 14 mai dernier par M. Ismail Fahmy au lendemain d'une déclaration du président Sadate, laissant entendre un « nouveau développement » dans les relations égypto-soviétiques. La presse égyptienne avait, depuis, mais en soulignant sa campagne anti-soviétique. Les journaux de Moscou, en revanche, avaient poursuivi leurs attaques contre le chef de l'État égyptien.

LES SIX RESPONSABLES ASSASSINÉS

Selon le correspondant de l'agence France-Presse à Luanda, six hauts responsables ont été assassinés dimanche 27 mai dans la capitale de l'Angola : — Le commandant Paulo da Silva, membre du comité central du M.P.L.A. de l'état-major général et du conseil de la révolution ; — Le commandant Eugénio da Costa, membre du comité central du M.P.L.A. de l'état-major général et du conseil de la révolution ; — Le major Sayd Mingas, ministre des Finances, membre du comité central et du conseil de la révolution ; — Le commandant Manuel Gonçalves, membre de l'état-major général et du conseil de la révolution ; — Le commandant José Dória, membre de l'état-major général et du conseil de la révolution ; — Le commandant Esder Neto, membre de la TISA (police politique).

Un démenti du Quai d'Orsay

L'hébergement britannique Sunday Times a affirmé dans son dernier numéro qu'une invasion de l'Angola par des troupes de l'UNITA avait été repoussée par les forces armées angolaises. Le Sunday Times a déclaré : « Il s'agit d'une invention d'un journaliste travaillant pour le Sunday Times. »

La guerre des nerfs se poursuit entre les commandos et les autorités néerlandaises

Assen (province de Drenthe). — Un week-end de Pentecôte du soleil ! Il n'en faut pas davantage au terrorisme politique pour « faire recette ». Les touristes venus par millions, samedi après-midi 28 mai, dimanche 29 mai, ont été surpris par un week-end de pluie et de vent, pour apaiser — ou tenter d'apaiser — les cinq wagons jaunes immobilisés au loin, dans lesquels l'un des deux commandos nationalistes sud-molouques défilait toujours une cinquantaine de personnes. Nombreux ont aussi été les curieux qui ont tenté, mais en vain, de s'approcher de l'école de Smilde, où le second commando tient ses quartiers. Les journalistes n'ont pas été oubliés par les autorités locales de la police sportive : une table de ping-pong a été installée dans une des salles de la gare, entre les téléphones et les machines à écrire.

Plusieurs centaines de fidèles, habitants de la région et visiteurs, ont assisté, dimanche, à un service religieux en plein air, au cours duquel ont été priés pour le salut des âmes. Des volontaires, qui demandent à être considérés comme prisonniers, ont été relâchés, affluant par dizaines, une fleur à la boutonnière.

Les occupants du train ont protesté, dans la journée de dimanche, à un certain nombre d'aménagements qui doivent leur permettre d'affronter les conditions les plus défavorables lors de leur seconde semaine de captivité. Les abords ont été soigneusement nettoyés. Cent cinquante couvertures ont été distribuées. Les autorités ont été préoccupées par le sort d'une des passagères, enceinte, dont la libération avait été annoncée, puis démentie, samedi. A trois reprises, dimanche, les négociateurs ont tenté à nouveau de faire libérer la jeune femme. Sans succès. Il y a, au total, vingt femmes dans le train. Le plus jeune otage a seize ans, le plus âgé cinquante-huit.

L'état de santé des otages libérés

L'état de santé de certains des enfants de l'école de Smilde, libérés vendredi par le commando, semble, d'autre part, suffisamment sérieux pour que l'on écarte l'hypothèse d'un subterfuge. Vingt-sept ont encore hospitalisés. Les médecins ne nourrissent pas de grandes inquiétudes à leur égard, mais ils semblent estimer que l'affection dont ils ont été frappés ne doit pas être prise à la légère.

A La Haye, comme à Assen, on semble se préparer à une nouvelle et longue offensive, après les espoirs qu'évoquent la naïveté l'écoulement des écoles de Smilde. La constitution

LES PRISES D'OTAGES AUX PAYS-BAS

La guerre des nerfs se poursuit entre les commandos et les autorités néerlandaises

De notre envoyé spécial

Assen (province de Drenthe). — Un week-end de Pentecôte du soleil ! Il n'en faut pas davantage au terrorisme politique pour « faire recette ». Les touristes venus par millions, samedi après-midi 28 mai, dimanche 29 mai, ont été surpris par un week-end de pluie et de vent, pour apaiser — ou tenter d'apaiser — les cinq wagons jaunes immobilisés au loin, dans lesquels l'un des deux commandos nationalistes sud-molouques défilait toujours une cinquantaine de personnes. Nombreux ont aussi été les curieux qui ont tenté, mais en vain, de s'approcher de l'école de Smilde, où le second commando tient ses quartiers. Les journalistes n'ont pas été oubliés par les autorités locales de la police sportive : une table de ping-pong a été installée dans une des salles de la gare, entre les téléphones et les machines à écrire.

Plusieurs centaines de fidèles, habitants de la région et visiteurs, ont assisté, dimanche, à un service religieux en plein air, au cours duquel ont été priés pour le salut des âmes. Des volontaires, qui demandent à être considérés comme prisonniers, ont été relâchés, affluant par dizaines, une fleur à la boutonnière.

Les occupants du train ont protesté, dans la journée de dimanche, à un certain nombre d'aménagements qui doivent leur permettre d'affronter les conditions les plus défavorables lors de leur seconde semaine de captivité. Les abords ont été soigneusement nettoyés. Cent cinquante couvertures ont été distribuées. Les autorités ont été préoccupées par le sort d'une des passagères, enceinte, dont la libération avait été annoncée, puis démentie, samedi. A trois reprises, dimanche, les négociateurs ont tenté à nouveau de faire libérer la jeune femme. Sans succès. Il y a, au total, vingt femmes dans le train. Le plus jeune otage a seize ans, le plus âgé cinquante-huit.

L'état de santé des otages libérés

L'état de santé de certains des enfants de l'école de Smilde, libérés vendredi par le commando, semble, d'autre part, suffisamment sérieux pour que l'on écarte l'hypothèse d'un subterfuge. Vingt-sept ont encore hospitalisés. Les médecins ne nourrissent pas de grandes inquiétudes à leur égard, mais ils semblent estimer que l'affection dont ils ont été frappés ne doit pas être prise à la légère.

A La Haye, comme à Assen, on semble se préparer à une nouvelle et longue offensive, après les espoirs qu'évoquent la naïveté l'écoulement des écoles de Smilde. La constitution

Nouveau raid rhodésien au Mozambique

Des commandos de l'armée rhodésienne, appuyés par des chasseurs-bombardiers à réaction, ont attaqué, dimanche 29 mai, une base de maquisards située à 5 kilomètres à l'intérieur du Mozambique, tenant une vingtaine de guérilleros nationalistes rhodésiens et s'emparant du matériel de guerre, annonce un communiqué militaire publié à Salisbury. Lundi, les Rhodésiens ont prononcé leur intention, et attaqué deux autres camps, indiquant-ils à Salisbury.

C'est la troisième opération militaire rhodésienne du Mozambique officiellement reconnue en moins d'une année. Elle a été réalisée par des soldats spécialement sélectionnés.

En soit dit, les troupes d'élite, lors d'une attaque contre le camp de Nyadzonya, avaient tué environ trois cents guérilleros, selon Salisbury, et, vers la fin de l'année, au cours d'une autre incursion, les troupes rhodésiennes avaient saisi et détruit 80 tonnes de matériel de guerre. Ces nouvelles opérations rhodésiennes au Mozambique interviennent alors même qu'à Salisbury, ainsi que le rapporte notre envoyé spécial, les chances d'un règlement négocié paraissent toujours aussi minces.

Scepticisme à Salisbury devant l'initiative anglo-américaine

De notre envoyé spécial

Salisbury. — Après trois jours d'intenses consultations, notamment avec l'administration locale, les deux ambassadeurs anglo-américains chargés d'une mission exploratoire en vue d'un règlement en Rhodésie ont quitté Salisbury, dimanche 29 mai, pour le Mozambique, afin d'y rencontrer des représentants de plusieurs associations et partis politiques de Salisbury.

« Je n'ai pas perdu l'espoir de faire quelque chose, mais pour ce qui est de la fin des combats, nous en sommes loin », a déclaré M. Graham, avant de quitter la Rhodésie. Le scepticisme soulève par cette nouvelle initiative anglo-américaine s'explique, en effet, pour plusieurs raisons. M. Smith a rappelé dimanche encore qu'une franchise électorale pour les Africains et des garanties pour la minorité européenne constituent deux revendications essentielles de son gouvernement. Les nationalistes africains, y compris le groupe modéré de Mgr Muzorewa, restent catégoriquement opposés à ces points.

Les autorités rhodésiennes ont réservé un accueil plutôt froid à la délégation anglo-américaine, comme en témoigne la brièveté de l'audience accordée par M. Smith. Les sources de Salisbury ont déclaré que le premier ministre sud-africain vient de rappeler avec fermeté son refus de faire pression sur M. Smith en faveur d'un compromis. M. Smith de son côté, s'est de nouveau opposé à la formation d'une « Banane Republic ».

Dans le camp adverse, les ministres de la défense des pays de l'axe de front, à l'exception du Botswana, se sont réunis vendredi et samedi à Lusaka pour étudier le renforcement de la lutte armée.

Après l'échec de Maputo, où il devait rencontrer M. Muzorewa, le 30 mai, M. Graham a dû regagner Londres pour des consultations avec M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, et deux ambassadeurs anglo-américains de Salisbury, leur navette diplomatique en Afrique australe après la conférence du Commonwealth, soit dans la deuxième semaine de juin. Rien n'indique pour l'instant que l'opération de la ligne de front, à l'exception de la Botswana, se soit réunie vendredi et samedi à Lusaka pour étudier le renforcement de la lutte armée.

Les psychiatres pensent que les deux commandos tiennent à résister au moins aussi longtemps que leurs prédécesseurs de 1975, soit deux ou trois semaines. Ils estiment que jusqu'à l'expiration de ce délai, leur reddition ou compromis honorable sera très difficile à obtenir.

A Smilde, c'est désormais l'ensemble du quartier de l'école, et non plus seulement ses abords immédiats, qui est bouclé par la police. Les autorités se demandent en effet si, la nuit, certains contacts n'ont pas lieu entre les commandos et les habitants des villages et des villages molouques de l'école.

Quelque sept cents soldats — indépendamment des policiers et des gendarmes — participent au dispositif d'encerclement du train et de l'école, avec plusieurs dizaines de véhicules blindés. Au cas où l'assaut serait donné à l'un ou à l'autre de ces objectifs, il serait fait appel à un régime militaire qui a déjà fait preuve de sa capacité à contenir la région et qui sont actuellement coagés dans leur caserne.

BERNARD BRIGOUTEUX.

MISÈRE D'UN ARCHIPEL LOINTAIN...

David Andelman, envoyé spécial du New York Times aux Molouques du Sud, écrit que la population locale croit que l'action terroriste aux Pays-Bas ne provoque une réaction de l'administration indonésienne dans l'archipel. La précédente prise d'otages avait été suivie d'une libération de personnes, d'autant que les Molouques est devenu un mouvement séparatiste.

Le journaliste américain écrit que le pouvoir central n'a consacré très peu de crédits au développement de l'archipel. Ce sont d'autant plus de raisons — et non des Molouques — qui ont les postes importants dans l'archipel, la police, la justice, l'économie. Un Molouque, diplômé d'une université, affirme : « Il n'y a aucun doute que nous sommes dans notre propre patrie. » Enfin, le coût de la vie aux Molouques est beaucoup plus élevé que dans les autres îles de l'Indonésie ; il est un des plus élevés du monde sous-développé », écrit D. Andelman.

TRENTA-QUATRIÈME ANNÉE N° 10057

L'EXECUTION
D'UN NATIONALISTE
COMPLIQUE LES DISCUSSIONS
SUR L'AVENIR DE LA NAMIBIE
LIRE PAGE 3

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Jeu de bascule en Extrême-Orient

Les bruits d'interventions politiques, idéologiques, militaires, économiques, se poursuivent en Extrême-Orient au sein du triangle Tokyo-Pékin-Moscou à tout dialogue soviéto-japonais et tout dialogue sino-américain. Les Chinois et les Soviétiques, à l'autour de cet équilibre dans cette région du monde.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de coopération économique, le 29 mai, en matière de droits de propriété intellectuelle. Le Japon a promis de verser à l'U.R.S.S. la somme de 200 millions de dollars par an, mais des négociations ont aussi été difficiles.

Le Japon et l'U.R.S.S. ont, lundi 29 mai, réaffirmé pour un accord commercial et économique. La signature avait été approuvée par les Soviétiques à la suite de la défection, à l'automne 1976, d'un pilier, dont le M.25, fut restitué par l'Union soviétique. L'accord a été examiné par des experts soviétiques, mais n'a pas encore été signé.

Recevant l'an passé des patentes, M. Brejnev avait parlé de « nouvelles perspectives de développement de la coopération » entre le Japon et l'U.R.S.S. Ce dit, le 29 mai, le P.C. soviétique ne pouvait s'abstenir de les différencier politiquement d'un grand poids sur les négociations économiques. Les deux pays ont signé un accord de